Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 115° — Numero 10

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 11 gennaio 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

REGIONI

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

Convocazione

La Camera dei deputati è convocata in CCIV seduta pubblica, per mercoledì 16 gennaio 1974, alle ore 14,30, con il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

1. *Interrogazioni.*
2. *Discussione del disegno di legge*:
   Delega legislativa al Governo della Repubblica per l'emanazione del nuovo codice di procedura penale. (*Urgenza*). (864).
3. *Discussione del disegno di legge*:
   Aumento dell'organico del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza. (Approvato dal Senato). (1585).

(215)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 22 ottobre 1973, n. **906.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione per la repressione della cattura illecita di aeromobili, adottata a L'Aja il 16 dicembre 1970 e della convenzione per la repressione degli atti illeciti rivolti contro la sicurezza dell'aviazione civile, adottata a Montreal il 23 settembre 1971.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni:

convenzione per la repressione della cattura illecita di aeromobili, adottata a L'Aja il 16 dicembre 1970;

convenzione per la repressione degli atti illeciti rivolti contro la sicurezza dell'aviazione civile, adottata a Montreal il 23 settembre 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni indicate nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità, rispettivamente, agli articoli 13 e 15 delle convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 ottobre 1973

LEONE

RUMOR — MORO — TAVIANI — ZAGARI — TANASSI — PRETI

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

ALLEGATO

Convention pour la repression de la capture illicite d'aéronefs

PREAMBULE

Les Etats parties à la présente convention,

Considerant que les actes illicites de capture ou d'exercice du contrôle d'aéronefs en vol compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement d'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

Considerant que de tels actes les préoccupent gravement,

Considerant que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des mesures appropriées en vue de la punition de leurs auteurs.

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Comment une infraction pénale (ci-après dénommée « l'infraction ») toute personne qui, à bord d'un aéronef en vol,

a) illicitement et par violence ou menace de violence s'empare de cet aéronef ou en exerce le contrôle ou tente de commettre l'un de ces actes, ou

b) est le complice d'une personne qui commet ou tente de commettre l'un de ces actes.

Article 2

Tout Etat contractant s'engage à réprimer l'infraction de peines sévères.

Article 3

1. Aux fins de la présente convention, un aéronef est considéré comme en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est ouverte en vue du débarquement. En cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à ce que l'autorité compétente prenne en charge l'aéronef ainsi que les personnes et biens à bord.

2. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

3. La présente convention ne s'applique que si le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise est situé hors du territoire de l'Etat d'immatriculation de cet aéronef, qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol intérieur.

4. Dans les cas prévus à l'article 5, la présente convention ne s'applique pas si le lieu de décollage et le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise sont situés sur le territoire d'un seul des Etats mentionnés audit article.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, les articles 6, 7, 8 et 10 sont applicables, quel que soit le lieu de décollage ou le lieu d'atterrissage effectif de l'aéronef, si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation dudit aéronef.

Article 4

1. Tout Etat contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de l'infraction, ainsi que de tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé de l'infraction en relation directe avec celle-ci, dans les cas suivants:

a) si elle est commise à bord d'un aéronef immatriculé dans cet Etat;

b) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction se trouvant encore à bord;

c) si l'infraction est commise à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a le siège principal de son exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente dans ledit Etat.

2. Tout Etat contractant prend également les mesures necessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître de l'infraction dans le cas où l'auteur présumé de celle-ci se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1er du présent article.

3. La présente convention n'écarte aucune compétence penale exercée conformément aux lois nationales.

Article 5

Les Etats contractants qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation et qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'Etat qui exerce la compétence et aura les attributions de l'Etat d'immatriculation aux fins de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui en informera tous les Etats Parties à la présente convention.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention en ces mesures doivent être conformes à la legislation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immediatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1er du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, l'Etat d'immatriculation de l'aéronef, l'Etat mentionné à l'article 4, paragraphe 1er, alinéa *c*), l'Etat dont la personne détenue à la nationalité et, s'il le juge opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7

L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur presumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'excercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

Article 8

1. L'infraction est de plein droit comprise comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants. Les Etats contractants s'engagent à comprendre l'infraction comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'une traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne l'infraction. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats contractants qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent l'infraction comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats contractants, l'infraction est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpetration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 4, paragraphe 1.

Article 9

1. Lorsque l'un des actes prévus à l'article 1er, alinéa *a*), est accompli ou sur le point d'être accompli, les Etats contractants prennent toutes mesures appropriées pour restituer ou conserver le contrôle de l'aéronef au commandant légitime.

2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

Article 10

1. Les Etats contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure penale relative à l'infraction et aux autres actes visés à l'article 4. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1er du present article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 11

Tout Etat contractant communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession relatifs:

a) aux circonstances de l'infraction;

b) aux mesures prises en application de l'article 9;

c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

Article 12

1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voire de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différent à la Cour internationale de justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée aux gouvernements dépositaires.

Article 13

1. La présente convention sera ouverte le 16 décembre 1970 à La Haye à la signature des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à La Haye du 1er au 16 décembre 1970 (ci-après dénommée « la Conférence de La Haye »). Après le 31 décembre 1970, elle sera ouverte à la signature de tous les Etats à Washington, à Londres et à Moscou. Tout Etat qui n'aura pas signé la convention avant qu'elle soit entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ainsi que les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des républiques socialistes soviétiques, qui sont désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. La présente convention entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt des instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de La Haye.

4. Pour les autres Etats, la présente convention entrera en vigueur à la date de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article ou trente jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, si cette seconde date est postérieure à la première.

5. Les gouvernements dépositaires informeront rapidément tous les Etats qui signeront la présente convention ou y adhéreront de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que de toutes autres communications.

6. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistré par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'article 83 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944).

Article 14

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente convention par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par les gouvernements dépositaires.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

Fait à La Haye, le seizième jour du mois de décembre de l'an mil neuf cent soixante-dix, en trois exemplaires originaux comprenant chacun quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.

Afghanistan, the Kingdom of:

Algeria, the Democratic and Popular Republic of:

Argentine Republic, the:

Australia, the Commonwealth of:

Austria, the Republic of:

Barbados:

Belgium, the Kingdom of:

Brazil, the Federative Republic of:

Bulgaria, the People's Republic of:

Byelorussian Soviet Socialist Republic:

Cambodia, the Khmer Republic:

Cameroon, the Federal Republic of:

Canada:

Ceylon:

Chile, the Republic of:

China, the Republic of:

Colombia, the Republic of:

Congo, the People's Republic of the:

Costa Rica, the Republic of:

Czechoslovak Socialist Republic:

Denmark, the Kingdom of:

El Salvador, the Republic of:

Ethiopia, the Empire of:

Finland, the Republic of:

French Republic, the

Gabonese Republic, the

Germany, the Federal Republic of:

Ghana, the Republic of:

Greece, the Kingdom of:

Guatemala, the Republic of:

Holy See, the:

Hungarian People's Republic:

India, the Republic of:

Indonesia, the Republic of:

Iran, the Empire of:

Ireland:

Israel, the State of:

Italian Republic, the:

Jamaica:

Japan:

Kenya, the Republic of:

Korea, the Republic of:

Kuwait, the State of:

Lebanon, the Republic of:

Lesotho, the Kingdom of:

Libyan Arab Republic:

Luxembourg, the Grand Duchy of:

Malaysia:

Mexican States, the United:

Netherlands, the Kingdom of the:

New Zealand:

Norway, the Kingdom of:

Panama, the Republic of:

Paraguay, the Republic of:

Philippines, the Republic of the:

Polish People's Republic:

Portugal, the Republic of:

Romania, Socialist Republic of:

Rwandese Republic, the:

South Africa, the Republic of:

Spain:

Sweden, the Kingdom of:

Swiss Confederation, the:

Tanzania, the United Republic of:

Thailand, the Kingdom of:

Trinidad and Tobago:

Tunisia, the Republic of:

Turkey, the Republic of:

Ukranian Soviet Socialist Republic:

Uganda, the Republic of:

Union of Soviet Socialist Republics:

United Arab Republic:

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

United States of America:

Venezuela, the Republic of:

Yugoslavia, the Socialist Federal Republic of:

Zambia, the Republic of:

Convention pour la repression d'actes illicites diriges contre la sécurité de l'aviation civile

Les Etats parties à la presénte convention,

Considerant que les actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile compromettent la sécurité des personnes et des biens, gênent sérieusement l'exploitation des services aériens et minent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

Considerant que de tels actes les préoccupent gravement,

Considerant que, dans le but de prévenir ces actes, il est urgent de prévoir des mesures appropriées en vue de la punition de leurs auteurs,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1^er^

1. Commet une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement:

a) accomplit une acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de cet aéronef;

b) détruit un aéronef en service ou cause à un tel aéronef des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol;

c) place ou fait placer sur un aéronef en service, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou des substances propres à détruire ledit aéronef ou à lui causer des dommages qui le rendent inapte au vol ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol;

d) détruit ou endommage des installations ou services de navigation aérienne ou en perturbe le fonctionnement, si l'un ces actes est de nature à compromettre la sécurité d'aéronefs en vol;

e) communique une information qu'elle sait être fausse et, de vol ce fait, compromet la sécurité d'un aéronef en vol.

2. Commet également une infraction pénale toute personne qui:

a) tente de commettre l'une des infractions énumérées au paragraphe 1er du présent article;

b) est le complice de la personne qui commet ou tente de commettre l'une de ces infractions.

Article 2

Aux fins de la présente convention.

a) un aéronef est considéré comme étant en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ces portes est ouverte en vue du débarquement; en cas d'atterrissage forcé, le vol est censé se poursuivre jusqu'à ce que l'autorité compétente prenne en charge l'aéronef ainsi que les personnes et biens à bord;

b) un aéronef est considéré comme étant en service depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures suivant tout atterrissage; la période de service s'étend en tout état de cause à la totalité du temps pendant lequel l'aéronef se trouve en vol au sens de l'alinéa a du présent paragraphe.

Article 3

Tout Etat contractant s'engage à réprimer de peines sévères les infractions énumérées à l'article 1er.

Article 4

1. La présente convention ne s'applique pas aux aéronefs utilisés à des fins militaires, de douane ou de police.

2. Dans les cas visés aux alinéas *a*), *b*), *c*) et *e*) du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention, qu'il s'agisse d'un aéronef en vol international ou d'un aéronef en vol intérieur, ne s'applique que:

a) si le lieu réel ou prévu du décollage ou de l'atterrissage de l'aéronef est situé hors du territoire de l'Etat d'immatriculation de cet aéronef; ou

b) si l'infraction est commise sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article, dans les cas visés aux alinéas *a*), *b*), *c*) et *e*) du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention s'applique également si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat d'immatriculation de l'aéronef.

4. En ce qui concerne les Etats visés à l'article 9 et dans les cas prévus aux alinéas *a*), *b*), *c*) et *e*) du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention ne s'applique pas si les lieux mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 2 du présent article sont situés sur le territoire d'un seul des Etats visés à l'article 9, à moins que l'infraction soit commise ou que l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction soit découvert sur le territoire d'un autre Etat.

5. Dans les cas visés à l'alinéa *d*) du paragraphe 1er de l'article 1er, la présente convention ne s'applique que si les installations et services de navigation aérienne sont utilisés pour la navigation aérienne internationale.

6. Les dispositions des paragraphe 2, 3, 4 et 5 du présent article s'appliquent également dans les cas prévus au paragraphe 2 de l'article 1er.

Article 5

1. Tout Etat contractant prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions dans les cas suivants:

a) si l'infraction est commise sur le territoire de cet Etat;

b) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef immatriculé dans cet Etat;

c) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction se trouvant encore à bord;

d) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a le siège principal de son exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente dans ledit Etat.

2. Tout Etat contractant prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues aux alinéas *a*), *b*) et *c*) du paragraphe 1er de l'article 1er, ainsi qu'au paragraphe 2 du même article, pour autant que ce dernier paragraphe concerne lesdites infractions, dans le cas où l'auteur présumé de l'une d'elles se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un des Etats visés au paragraphe 1er du présent article.

3. La présente convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Article 6

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1er du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité; toutes facilités lui sont accordées à cette fin.

4. Lorsqu'un Etat a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient les Etats mentionnés au paragraphe 1er de l'article 5, l'Etat dont la personne détenue a la nationalité et, s'il le juge, opportun, tous autres Etats intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7

L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'une des infractions est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

Article 8

1. Les infractions sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants. Les Etats contractants s'engagent à comprendre les infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat contractant qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat contractant avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats contractants qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats contractants, les infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu des alinéas *b*), *c*) et *d*) du paragraphe 1er de l'article 5.

Article 9

Les Etats contractants qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'Etat qui exerce la compétence et aura les attributions de l'Etat d'immatriculation aux fins de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui en informera tous les Etats parties à la présente convention.

Article 10

1. Les Etats contractants s'engagent, conformément au droit international et national, à s'efforcer de prendre les mesures raisonnables en vue de prévenir les infractions visées à l'article 1er.

2. Lorsque le vol d'un aéronef a été retardé ou interrompu du fait de la perpétration de l'une des infractions prévues à l'article 1er, tout Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent l'aéronef, les passagers ou l'équipage facilite aux passagers et à l'équipage la poursuite de leur voyage aussitôt que possible. Il restitue sans retard l'aéronef et sa cargaison à ceux qui ont le droit de les détenir.

Article 11

1. Les Etats contractants s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1er du présent article n'affectent pas les obligations découlant des dispositions de tout autre traité de caractère bilatéral ou multilatéral qui régit ou régira, en tout ou en partie, le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 12

Tout Etat contractant qui a lieu de croire que l'une des infractions prévues à l'article 1er sera commise fournit, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession aux Etats qui à son avis seraient les Etats visés au paragraphe 1er de l'article 5.

Article 13

Tout Etat contractant communique aussi rapidement que possible au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale, en conformité avec les dispositions de sa législation nationale, tous renseignements utiles en sa possession relatifs:

a) aux circonstances de l'infraction;

b) aux mesures prises en application du paragraphe 2 de l'article 10;

c) aux mesures prises à l'égard de l'auteur ou de l'auteur présumé de l'infraction et notamment au résultat de toute procédure d'extradition ou de toute autre procédure judiciaire.

Article 14

1. Tout différend entre des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de justice, en déposant une requête conformément au statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres Etats contractants ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat contractant qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat contractant qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée aux gouvernements dépositaires.

Article 15

1. La présente convention sera ouverte le 23 septembre 1971 à Montréal à la signature des Etats participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à Montréal du 8 au 23 septembre 1971 (ci-après dénommée « la Conférence de Montréal »). Après le 10 octobre 1971, elle sera ouverte à la signature de tous les Etats à Washington, à Londres et à Moscou. Tout Etat qui n'aura pas signé la convention avant qu'elle soit entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente convention est soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ainsi que les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des républiques socialistes soviétiques, qui sont désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. La présente convention entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt des instruments de ratification de dix Etats signataires qui ont participé à la Conférence de Montréal.

4. Pour les autres Etats, la présente convention entrera en vigueur à la date de son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article ou trente jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, si cette seconde date est postérieure à la première.

5. Les gouvernements dépositaires informeront rapidement tous les Etats qui signeront la présente convention ou y adhéreront de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que de toutes autres communications.

6. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée par les gouvernements dépositaires conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'article 83 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944).

Article 16

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente convention par voie de notification écrite adressée aux gouvernements dépositaires.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par les gouvernements dépositaires.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

FAIT à Montréal, le vingt-troisième jour du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixante et onze, en trois esemplaires originaux comprenant chacun quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe.

Argentine Republic, the:

Australia, the Commonwealth of:

Austria, the Republic of:

Barbados:

Belgium, the Kingdom of:

Brazil, the Federative Republic of:

Bulgaria, the People's Republic of:

Byelorussian Soviet Socialist Republic:

Cameroon, the Federal Republic of:

Canada:

Ceylon:

Chad, the Republic of:

Chile, the Republic of:

China, the Republic of:

Colombia, the Republic of:

Congo, the People's Republic of the:

Costa Rica, the Republic of:

Czechoslovak Socialist Republic:

Denmark, the Kingdom of:

Egypt, Arab Republic of:

Ethiopia, the Empire of:

Finland, the Republic of:

French Republic, the:

Gabonese Republic, the:

Germany, the Federal Republic of:

Hungarian People's Republic:

India, the Republic of:

Indonesia, the Republic of:

Ireland:

Israel, the State of:

Italian Republic, the:

Jamaica:

Japan:

Kenya, the Republic of:

Korea, the Republic of:

Lebanon, the Republic of:

Malagasy Republic, the:

Mexican States, the United:

Netherlands, the Kingdom of the:

New Zealand:

Norway, the Kingdom of:

Philippines, the Republic of the:

Polish People's Republic:

Portugal, the Republic of:

Romania, Socialist Republic of:

Senegal, the Republic of:

South Africa, the Republic of:

Spain:

Sweden, the Kingdom of:

Swiss Confederation, the:

Tanzania, the United Republic of:

Trinidad and Tobago:

Uganda, the Republic of:

Ukrainian Soviet Socialist Republic:

Union of Soviet Socialist Republics:

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

United States of America:

Venezuela, the Republic of:

Yugoslavia, the Socialist Federal Republic of:

Zambia, the Republic of:

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

Convenzione per la repressione della cattura illecita di aeromobili

PREAMBOLO

Gli Stati parti alla presente convenzione,

Considerato che gli atti illeciti di cattura o di esercizio del controllo di aeromobili in volo compromettono la sicurezza delle persone e dei beni, ostacolano seriamente l'esercizio dei servizi aerei e minano la fiducia dei popoli del mondo nella sicurezza dell'aviazione civile,

Considerato che tali atti li preoccupano gravemente,

Considerato che, allo scopo di prevenire questi atti, è urgente prevedere delle disposizioni atte a punire i loro autori,

Convengono quanto segue:

Articolo 1

Commette un'infrazione penale (qui di seguito denominata « l'infrazione ») chiunque, a bordo di un aeromobile in volo,

a) illecitamente e con la violenza o minaccia di violenza si impadronisce di questo aeromobile o ne esercita il controllo o tenta di commettere uno di questi atti, o

b) è complice di una persona che commette o tenta di commettere uno di questi atti.

Articolo 2

Ciascuno Stato contraente si impegna a reprimere l'infrazione con pene severe.

Articolo 3

1. Ai fini della presente convenzione, un aeromobile è considerato in volo dal momento in cui, terminato l'imbarco, tutte le porte esterne sono state chiuse, fino al momento in cui una di queste porte viene aperta per lo sbarco. In caso di atterraggio forzato, si presume che il volo continui finchè l'autorità competente non avrà preso in consegna l'aeromobile, le persone e i beni a bordo.

2. La presente convenzione non si applica agli aeromobili utilizzati a scopi militari, doganali o di polizia.

3. La presente convenzione si applica soltanto nel caso in cui il luogo di decollo o il luogo di atterraggio effettivo dell'aeromobile a bordo del quale è commessa l'infrazione si trovi fuori dal territorio dello Stato di immatricolazione di tale aeromobile, che si tratti di un aeromobile in volo internazionale o di un aeromobile in volo nazionale.

4. Nei casi di cui all'articolo 5, la presente convenzione non si applica ove il luogo di decollo e il luogo di atterraggio effettivo dell'aeromobile a bordo del quale è commessa l'infrazione si trovino sul territorio di uno solo degli Stati citati in tale articolo.

5. Ferme restando le disposizioni di cui ai paragrafi 3 e 4 del presente articolo, gli articoli 6, 7, 8 e 10 sono applicabili, a prescindere dal luogo di decollo o dal luogo di atterraggio effettivo dell'aeromobile, se l'autore o l'autore presunto dell'infrazione viene scoperto sul territorio di uno Stato diverso dallo Stato d'immatricolazione dell'aeromobile suddetto.

Articolo 4

1. Ciascuno Stato contraente adotta le misure necessarie per stabilire la propria competenza a conoscere dell'infrazione, nonchè di qualunque altro atto di violenza diretto contro i passeggeri o l'equipaggio e commesso dall'autore presunto dell'infrazione in relazione diretta con questa, nei seguenti casi:

a) se essa viene commessa a bordo di un aeromobile immatricolato in questo Stato;

b) se l'aeromobile a bordo del quale viene commessa l'infrazione atterra sul proprio territorio con l'autore presunto dell'infrazione ancora a bordo;

c) se l'infrazione viene commessa a bordo di un aeromobile dato in locazione senza equipaggio ad una persona avente la sede principale degli affari o, in mancanza, la residenza permanente nello Stato suddetto.

2. Ciascuno Stato contraente adotta altresì le misure necessarie per stabilire la propria competenza a conoscere dell'infrazione nel caso in cui l'autore presunto di questa si trovi sul suo territorio e non venga estradato conformemente all'articolo 8 verso uno degli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

3. La presente convenzione non esclude la giurisdizione penale esercitata ai sensi della legge nazionale.

Articolo 5

Gli Stati contraenti che costituiscono, per il trasporto aereo, delle organizzazioni di esercizio in comune o enti internazionali di esercizio o che utilizzino aeromobili oggetto di una immatricolazione comune o internazionale designano, per ciascun aeromobile, secondo le necessarie modalità, lo Stato che esercita la competenza e avrà le attribuzioni dello Stato d'immatricolazione ai fini della presente convenzione. Essi notificheranno tale designazione all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale, la quale informerà a sua volta tutti gli Stati Parti alla presente convenzione.

Articolo 6

Qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino, qualsiasi Stato contraente sul territorio del quale si trova l'autore o l'autore presunto dell'infrazione assicura la detenzione di questa persona o adotta tutte le altre misure necessarie per assicurarne la presenza. Tale detenzione e queste misure devono essere conformi alla legislazione dello Stato suddetto; esse possono essere mantenute soltanto nel periodo di tempo necessario per consentire l'esercizio dell'azione penale o la apertura di un procedimento di estradizione.

2. Lo Stato suddetto procede immediatamente ad una inchiesta preliminare allo scopo di stabilire i fatti.

3. Chiunque sia detenuto in applicazione del paragrafo 1 del presente articolo può comunicare immediatamente col più vicino rappresentante qualificato dello Stato del quale ha la nazionalità; a tal fine, gli saranno concesse tutte le agevolazioni.

4. Quando uno Stato ha messo una persona in detenzione conformemente alle disposizioni del presente articolo, esso notifica immediatamente tale detenzione, nonchè le circostanze che la giustificano, allo Stato di immatricolazione dell'aeromobile, allo Stato di cui all'articolo 4, paragrafo 1, lettera *c*), allo Stato del quale la persona detenuta ha la nazionalità, e, se lo ritiene opportuno, a tutti gli altri Stati interessati. Lo Stato che procede all'inchiesta preliminare di cui al paragrafo 2 del presente articolo ne comunica al più presto le conclusioni agli Stati suddetti indicando altresì se intende esercitare la propria giurisdizione.

Articolo 7

Lo Stato contraente sul territorio del quale viene scoperto l'autore presunto dell'infrazione, qualora non proceda all'estradizione di quest'ultimo, sottopone la questione, senza eccezione di sorta e a prescindere dal fatto che l'infrazione sia stata o no commessa sul proprio territorio, alle autorità competenti per l'esercizio dell'azione penale. Tali autorità prendono la loro decisione allo stesso modo che per ogni normale infrazione penale di carattere grave secondo le leggi di tale Stato.

Articolo 8

1. L'infrazione è inclusa di diritto come caso di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione concluso fra Stati contraenti. Gli Stati contraenti si impegnano ad includere l'infrazione come caso di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione che concluderanno.

2. Qualora uno Stato contraente che subordini la estradizione all'esistenza di un trattato riceva una richiesta di estradizione da un altro Stato contraente con il quale non è legato da trattato di estradizione, esso ha facoltà di considerare la presente convenzione come base giuridica dell'estradizione relativamente all'infrazione. L'estradizione è subordinata alle altre condizioni previste dalla legge dello Stato richiesto.

3. Gli Stati contraenti che non subordinino l'estradizione all'esistenza di un trattato riconoscono l'infrazione come caso di estradizione tra loro alle condizioni previste dalla legge dello Stato richiesto.

4. Tra Stati contraenti, l'infrazione viene considerata, ai fini dell'estradizione, come commessa tanto nel luogo della perpetrazione quanto sul territorio degli Stati che debbono stabilire la propria competenza in virtù dell'articolo 4, paragrafo 1.

Articolo 9

1. Quando uno degli atti previsti dall'articolo 1, lettera *a*) si è verificato o è sul punto di verificarsi, gli Stati contraenti adottano ogni misura idonea a restituire o mantenere il controllo dell'aeromobile al comandante legittimo.

2. Nei casi di cui al paragrafo precedente, qualsiasi Stato contraente sul territorio del quale si trovano l'aeromobile, i passeggeri o l'equipaggio facilita ai passeggeri ed all'equipaggio la prosecuzione del viaggio il più presto possibile. Esso restituisce senza indugio l'aeromobile ed il suo carico a coloro che hanno il diritto di detenerli.

Articolo 10

1. Gli Stati contraenti si prestano la più ampia reciproca assistenza giudiziaria possibile in qualsiasi procedimento penale relativo all'infrazione ed agli altri atti di cui all'articolo 4. In tutti i casi, la legge applicabile per l'esecuzione di una richiesta di reciproca assistenza è quella dello Stato richiesto.

2. Tuttavia, le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non esimono dalle obbligazioni derivanti dalle disposizioni di qualsiasi altro trattato a carattere bilaterale o plurilaterale che disciplina o disciplinerà, in tutto o in parte, la reciproca assistenza in materia penale.

Articolo 11

Ciascuno Stato contraente comunica il più presto possibile al Consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale, in conformità con le disposizioni della propria legislazione nazionale, tutte le informazioni utili in suo possesso concernenti:

a) le circostanze dell'infrazione;

b) le misure prese in applicazione dell'articolo 9;

c) le misure prese nei confronti dell'autore o dell'autore presunto dell'infrazione e in particolare il risultato di qualsiasi procedimento d'estradizione o di qualsiasi altra procedura giudiziaria.

Articolo 12

1. Qualsiasi controversia fra Stati contraenti riguardante l'interpretazione o l'applicazione della presente convenzione che non possa essere risolta per mezzo di negoziati è sottoposta ad arbitrato, su richiesta di uno di essi. Qualora nei sei mesi successivi alla data di richiesta di arbitrato le Parti non riescano a mettersi d'accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualunque di esse può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di giustizia, presentando una istanza conformemente allo statuto della Corte.

2. Ciascuno Stato potrà, all'atto della firma o della ratifica della presente convenzione o dell'adesione, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo precedente. Gli altri Stati contraenti non saranno vincolati dalle suddette disposizioni nei confronti di ciascuno Stato che abbia avanzato tale riserva.

3. Ciascuno Stato contraente che abbia avanzato una riserva in virtù delle disposizioni del paragrafo precedente potrà in qualsiasi momento sciogliere tale riserva mediante notifica ai governi depositari.

Articolo 13

1. La presente convenzione sarà aperta il 16 dicembre 1970 a L'Aja alla firma degli Stati partecipanti alla Conferenza internazionale di diritto aereo tenuta a L'Aja dal 1° al 16 dicembre 1970 (qui di seguito denominata « La Conferenza de L'Aja »). Dopo il 31 dicembre 1970, essa sarà aperta alla firma di tutti gli Stati a Washington, Londra e Mosca. Qualsiasi Stato che non abbia firmato la convenzione prima che sia entrata in vigore conformemente al paragrafo 3 del presente articolo potrà aderirvi in qualsiasi momento.

2. La presente convenzione è soggetta alla ratifica degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica, nonchè gli strumenti di adesione, saranno depositati presso i governi degli Stati Uniti d'America, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord e della Unione delle repubbliche socialiste sovietiche, che sono designati qui come governi depositari.

3. La presente convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data di deposito degli strumenti di ratifica di dieci Stati firmatari che hanno partecipato alla Conferenza de L'Aja.

4. Per gli altri Stati, la presente convenzione entrerà in vigore alla data della sua entrata in vigore conformemente al paragrafo 3 del presente articolo o trenta giorni dopo la data del deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione, se questa seconda data è posteriore alla prima.

5. I governi depositari informeranno tempestivamente tutti gli Stati che firmeranno la presente convenzione o vi aderiranno della data di ciascuna firma, della data del deposito di ciascuno strumento di ratifica o di adesione, della data di entrata in vigore della presente convenzione nonchè di ogni altra comunicazione.

6. Sin dalla sua entrata in vigore, la presente convenzione sarà registrata dai governi depositari conformemente alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite e conformemente alle disposizioni dell'articolo 83 della convenzione relativa all'aviazione civile internazionale (Chicago, 1944).

Articolo 14

1. Ciascuno Stato contraente può denunciare la presente convenzione con notifica scritta ai governi depositari.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data alla quale la notifica sarà stata ricevuta dai governi depositari.

In fede di cio' i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente convenzione.

Fatto a L'Aja, il giorno sedici del mese di dicembre dell'anno millenovecentosettanta, in tre copie originali, ciascuna comprendente quattro testi autentici redatti nelle lingue francese, inglese, spagnola e russa.

(*seguono le firme*).

Convenzione per la repressione di atti illeciti contro la sicurezza dell'aviazione civile

Gli Stati parti alla presente convenzione,

Considerato che gli atti illeciti contro la sicurezza dell'aviazione civile compromettono la sicurezza delle persone e dei beni, ostacolano seriamente l'esercizio dei servizi aerei e minano la fiducia dei popoli del mondo nella sicurezza dell'aviazione civile,

Considerato che tali atti li preoccupano gravemente,

Considerato che, allo scopo di prevenire questi atti, è urgente prevedere misure appropriate dirette a punire i loro autori,

Convengono quanto segue:

Articolo 1

1. Commette un'infrazione penale chiunque illecitamente e intenzionalmente:

a) compie un atto di violenza a danno di una persona che si trova a bordo di un aeromobile in volo, se questo atto è tale da compromettere la sicurezza di questo aeromobile;

b) distrugge un aeromobile in servizio o causa a tale aeromobile danni che lo rendono inadatto al volo oppure compromettono la sua sicurezza in volo;

c) mette o fa mettere su un aeromobile in servizio, con qualsiasi mezzo, un dispositivo o delle sostanze che possono distruggere l'aeromobile suddetto o causargli danni che lo rendono inadatto al volo o compromettono la sua sicurezza in volo;

d) distrugge o danneggia impianti o servizi di navigazione aerea o ne perturba il funzionamento, se uno di questi atti è tale da compromettere la sicurezza di aeromobili in volo;

e) comunica un'informazione che sa essere falsa e, per questo fatto, compromette la sicurezza di un aeromobile in volo.

2. Commette parimenti un'infrazione penale chiunque:

a) tenta di commettere una delle infrazioni elencate al paragrafo 1 del presente articolo;

b) è complice della persona che commette o tenta di commettere una di queste infrazioni.

Articolo 2

Ai fini della presente convenzione:

a) un aeromobile è considerato in volo dal momento in cui, terminato l'imbarco, tutte le porte esterne sono state chiuse fino al momento in cui una di queste porte viene aperta per lo sbarco; in caso di atterraggio forzato, si presume che il volo continui finchè l'autorità competente non abbia preso in consegna l'aeromobile nonchè le persone ed i beni a bordo;

b) un aeromobile è considerato in servizio dal momento in cui il personale di terra o l'equipaggio comincia a prepararlo per un dato volo fino allo scadere di un periodo di ventiquattro ore successivo a qualsiasi atterraggio; comunque, il periodo di servizio si estende a tutto il tempo durante il quale l'aeromobile si trova in volo nel senso specificato alla lettera *a*) del presente articolo.

Articolo 3

Ogni Stato contraente si impegna a reprimere con pene severe le infrazioni di cui all'articolo 1.

Articolo 4

1. La presente convenzione non si applica agli aeromobili utilizzati per scopi militari, doganali o di polizia.

2. Nei casi di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) ed *e*) del paragrafo 1 dell'articolo 1, la presente convenzione, che si tratti di un aeromobile in volo internazionale o di un aeromobile in volo nazionale, si applica soltanto:

a) se il luogo reale o previsto del decollo o dell'atterraggio dell'aeromobile si trova al di fuori del territorio dello Stato d'immatricolazione di tale aeromobile; o

b) se l'infrazione viene commessa sul territorio di uno Stato diverso dallo Stato di immatricolazione dell'aeromobile.

3. Ferme restando le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, nei casi di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) ed *e*) del paragrafo 1 dell'articolo 1, la presente convenzione si applica altresì se l'autore o l'autore presunto dell'infrazione viene scoperto sul territorio di uno Stato diverso dallo Stato di immatricolazione dell'aeromobile.

4. Per quanto attiene agli Stati previsti all'articolo 9 e nei casi di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) ed *e*) del paragrafo 1 dell'articolo 1, la presente convenzione non va applicata se i luoghi menzionati alla lettera *a*) del paragrafo 2 del presente articolo si trovano sul territorio di uno solo degli Stati previsti all'articolo 9, a meno che l'infrazione non venga commessa o l'autore o l'autore presunto dell'infrazione non venga scoperto sul territorio di un altro Stato.

5. Nei casi di cui alla lettera *d*) del paragrafo 1 dell'articolo 1, la presente convenzione si applica soltanto se gli impianti e i servizi di navigazione aerea sono utilizzati per la navigazione aerea internazionale.

6. Le disposizioni dei paragrafi 2, 3, 4 e 5 del presente articolo si applicano altresì ai casi enunciati al paragrafo 2 dell'articolo 1.

Articolo 5

1. Ogni Stato contraente prende le misure necessarie per stabilire la propria competenza a conoscere delle infrazioni nei casi seguenti:

a) qualora l'infrazione venga commessa sul territorio di questo Stato;

b) qualora l'infrazione venga commessa a danno o a bordo di un aeromobile immatricolato in tale Stato;

c) qualora l'aeromobile a bordo del quale viene commessa l'infrazione atterri sul territorio di detto Stato con l'autore presunto dell'infrazione ancora a bordo;

d) qualora l'infrazione venga commessa a danno o a bordo di un aeromobile dato in locazione senza equipaggio ad una persona avente la sede principale degli affari o, in mancanza, la residenza permanente nello Stato suddetto.

2. Ogni Stato prende altresì le misure necessarie per stabilire la propria competenza allo scopo di conoscere delle infrazioni previste alle lettere *a*), *b*) e *c*) del paragrafo 1 dell'articolo 1, nonchè al paragrafo 2 dello stesso articolo, per quanto quest'ultimo paragrafo si riferisca alle suddette infrazioni, nel caso in cui l'autore presunto di una di esse si trovi sul proprio territorio e lo Stato suddetto non proceda ad estradizione dello stesso conformemente all'articolo 8 verso uno degli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

3. La presente convenzione non esclude la giurisdizione penale esercitata ai sensi delle leggi nazionali.

Articolo 6

1. Qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino, qualsiasi Stato contraente sul territorio del quale si trova l'autore o l'autore presunto dell'infrazione assicura la detenzione di questa persona o adotta tutte le altre misure necessarie per assicurarne la presenza. Tale detenzione e tali misure devono essere conformi alla legislazione dello Stato suddetto; esse possono essere mantenute soltanto nel periodo di tempo necessario per consentire l'esercizio dell'azione penale o l'apertura di un procedimento di estradizione.

2. Lo Stato suddetto procede immediatamente ad una inchiesta preliminare per stabilire i fatti.

3. Chiunque sia detenuto in applicazione del paragrafo 1 del presente articolo può comunicare immediatamente con il più vicino rappresentante qualificato dello Stato di cui egli ha la nazionalità; a tale scopo gli saranno fornite tutte le agevolazioni.

4. Quando uno Stato ha messo una persona in detenzione conformemente alle disposizioni del presente articolo, esso notifica immediatamente tale detenzione, nonché le circostanze che la giustificano, agli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 5. Lo Stato che procede all'inchiesta preliminare di cui al paragrafo 2 del presente articolo, ne comunica al più presto le conclusioni agli Stati suddetti indicando se intende esercitare la propria giurisdizione.

Articolo 7

Lo Stato contraente sul territorio del quale l'autore presunto di una delle infrazioni viene scoperto, se non procede all'estradizione di quest'ultimo, sottopone la questione, senza eccezione di sorta e a prescindere dal fatto che l'infrazione sia stata o no commessa sul proprio territorio, alle autorità competenti per l'esercizio dell'azione penale. Tali autorità prendono la loro decisione allo stesso modo che per ogni normale infrazione penale di carattere grave secondo le leggi di tale Stato.

Articolo 8

1. Le infrazioni sono incluse di diritto fra i casi di estradizione in qualunque trattato di estradizione concluso fra Stati contraenti. Gli Stati contraenti si impegnano a includere le infrazioni come casi di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione che concluderanno.

2. Qualora uno Stato contraente che subordini la estradizione all'esistenza di un trattato riceva una richiesta di estradizione da un altro Stato contraente con il quale non è legato da trattato di estradizione, esso ha facoltà di considerare la presente convenzione come base giuridica dell'estradizione relativamente alle infrazioni. L'estradizione è subordinata alle altre condizioni previste dalla legge dello Stato richiesto.

3. Gli Stati contraenti che non subordinano l'estradizione all'esistenza di un trattato riconoscono le infrazioni come casi di estradizione tra loro alle condizioni previste dalla legge dello Stato richiesto.

4. Tra Stati contraenti, le infrazioni sono considerate, ai fini dell'estradizione, come commesse sia nel luogo della perpetrazione sia sul territorio degli Stati tenuti a stabilire la propria competenza in virtù delle lettere *b*), *c*) e *d*) del paragrafo 1 dell'articolo 5.

Articolo 9

Gli Stati contraenti che costituiscono per il trasporto aereo organizzazioni di esercizio in comune o enti internazionali di esercizio che utilizzano aeromobili oggetto di immatricolazione comune o internazionale, designano per ciascun aeromobile, a seconda delle necessarie modalità, lo Stato che esercita la competenza ed avrà le attribuzioni dello Stato di immatricolazione ai fini della presente convenzione. Essi notificheranno tale designazione all'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale, la quale a sua volta informerà tutti gli Stati parti alla presente convenzione.

Articolo 10

1. Gli Stati contraenti s'impegnano, conformemente al diritto internazionale e nazionale, a cercare di prendere le misure ragionevoli per prevenire le infrazioni di cui all'articolo 1.

2. Quando il volo di un aeromobile è stato ritardato o interrotto a causa della perpetrazione di una delle infrazioni di cui all'articolo 1, qualsiasi Stato contraente sul territorio del quale si trovano l'aeromobile, i passeggeri o l'equipaggio facilita ai passeggeri e all'equipaggio la prosecuzione del viaggio il più presto possibile. Esso restituisce senza indugio l'aeromobile ed il suo carico a coloro che hanno il diritto di detenerli.

Articolo 11

1. Gli Stati contraenti si prestano la più ampia reciproca assistenza giudiziaria possibile, in qualsiasi procedimento penale relativo alle infrazioni. In tutti i casi, la legge applicabile per l'esecuzione di una richiesta di assistenza reciproca è quella dello Stato richiesto.

2. Tuttavia, le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non esimono dalle obbligazioni derivanti dalle disposizioni di qualsiasi altro trattato bilaterale o plurilaterale che disciplina o disciplinerà, in tutto o in parte, l'assistenza reciproca in materia penale.

Articolo 12

Ogni Stato contraente che abbia ragione di credere che sarà commessa una delle infrazioni di cui all'articolo 1 fornisce, in conformità con le disposizioni della sua legislazione nazionale, tutte le informazioni utili in suo possesso agli Stati che, a suo avviso, potrebbero essere quelli di cui al paragrafo 1 dell'articolo 5.

Articolo 13

Ogni Stato contraente comunica il più presto possibile al Consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale, conformemente alle disposizioni della propria legislazione nazionale, tutte le informazioni utili in suo possesso relative alle:

a) circostanze dell'infrazione;

b) misure adottate in applicazione del paragrafo 2 dell'articolo 10;

c) misure adottate nei confronti dell'autore o dell'autore presunto dell'infrazione e in particolare l'esito di ogni procedimento di estradizione o di qualsiasi altro procedimento giudiziario.

Articolo 14

1. Qualsiasi controversia tra Stati contraenti riguardante l'interpretazione o l'applicazione della presente convenzione che non possa essere risolta per mezzo di negoziati è sottoposta ad arbitrato, su richiesta di uno di essi. Qualora, nei sei mesi successivi alla data della richiesta di arbitrato, le Parti non riescono a mettersi d'accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualunque di esse può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di giustizia, presentando un'istanza conformemente allo statuto della Corte.

2. Ciascuno Stato potrà, all'atto della firma o della ratifica della presente convenzione o dell'adesione, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo precedente. Gli altri Stati contraenti non saranno vincolati dalle disposizioni suddette nei confronti di ciascuno Stato contraente che abbia formulato tale riserva.

3. Ciascuno Stato contraente che abbia formulato una riserva ai sensi del paragrafo precedente potrà in qualsiasi momento sciogliere tale riserva mediante notifica ai governi depositari.

Articolo 15

1. La presente convenzione sarà aperta il 23 settembre 1971 a Montreal alla firma degli Stati partecipanti alla Conferenza internazionale di diritto aereo che ha avuto luogo a Montreal dall'8 al 23 settembre 1971 (qui di seguito denominata « la Conferenza di Montreal »). Dopo il 10 ottobre 1971, essa sarà aperta alla firma di tutti gli Stati a Washington, Londra e Mosca. Qualsiasi Stato che non abbia firmato la convenzione prima che sia entrata in vigore conformemente al paragrafo 3 del presente articolo potrà aderirvi in qualsiasi momento.

2. La presente convenzione è sottoposta alla ratifica degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica nonché gli strumenti di adesione saranno depositati presso i governi degli Stati Uniti d'America, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord e della Unione delle repubbliche socialiste sovietiche, che sono qui designati come governi depositari.

3. La presente convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data di deposito degli strumenti di ratifica di dieci Stati firmatari che hanno partecipato alla Conferenza di Montreal.

4. Per gli altri Stati, la presente convenzione entrerà in vigore alla data della sua entrata in vigore conformemente al paragrafo 3 del presente articolo oppure trenta giorni dopo la data del deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione, se questa seconda data è posteriore alla prima.

5. I governi depositari informeranno tempestivamente tutti gli Stati che firmeranno la presente convenzione o vi aderiranno della data di ciascuna firma, della data del deposito di ciascuno strumento di ratifica o di adesione, della data di entrata in vigore della presente convenzione, nonché di ogni altra comunicazione.

6. Sin dalla sua entrata in vigore, la presente convenzione sarà registrata dai governi depositari conformemente alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite e conformemente alle disposizioni dell'articolo 83 della convenzione relativa all'aviazione civile internazionale (Chicago, 1944).

Articolo 16

1. Ciascuno Stato contraente può denunciare la presente convenzione con notifica scritta ai governi depositari.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data alla quale la notifica sarà stata ricevuta dai governi depositari.

IN FEDE DI CIO' i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Montreal, il giorno ventitre del mese di settembre dell'anno millenovecentosettanta, in tre copie originali comprendenti ciascuna quattro testi autentici in lingua francese, inglese, spagnola e russa.

(*seguono le firme*).

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 luglio 1973, n. **907**.

Modificazioni alla ripartizione di tre posti di assistente ordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto ministeriale 2 luglio 1949, registrato alla Corte dei conti il 18 ottobre 1949, registro n. 96, foglio n. 22, con il quale venne fra l'altro assegnato alla cattedra di topografia con elementi di geodesia della facoltà di ingegneria dell'Università di Genova un posto di assistente ordinario;

Visto il decreto rettorale 20 gennaio 1972, registrato dalla delegazione della Corte dei conti di Genova il 29 febbraio 1972, registro n. 2, foglio n. 306, con il quale il dott. Emilio Gariazzo assistente ordinario presso la predetta cattedra venne collocato a riposo a far tempo dal 16 ottobre 1970;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1970, n. 135, con il quale venne, fra l'altro, assegnato un posto di assistente ordinario (lettore) alla cattedra di lingua e letteratura amarica dell'Istituto universitario orientale di Napoli;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1970, n. 135, con il quale venne assegnato, fra l'altro, un posto di assistente ordinario alla cattedra di anatomia ed istologia patologica della facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Siena;

Considerato che i predetti posti sono rimasti inutilizzati, in quanto per i posti stessi non è intervenuta ne la nomina di assistente di ruolo, nè la nomina di assistenti incaricati, nè sono intervenuti bandi di concorso, cosicchè debbono ritenersi venuti meno i motivi che, a suo tempo, ne determinarono l'assegnazione alle cattedre sopra indicate;

Considerate le esigenze prospettate dai diversi atenei;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Art. 1.

Il posto di assistente ordinario (lettore) già assegnato alla cattedra di lingua e letteratura amarica dell'Istituto universitario orientale di Napoli con il decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1970, n. 135, deve invece intendersi assegnato alla cattedra di patologia speciale chirurgica e propedeutica clinica III della facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Roma.

Art. 2.

Il posto di assistente ordinario già assegnato alla cattedra di topografia con elementi di geodesia della facoltà di ingegneria dell'Università di Genova con decreto ministeriale 2 luglio 1949, viene assegnato alla cattedra di filosofia della politica della facoltà di scienze politiche dell'Università di Roma.

Art. 3.

Il posto di assistente ordinario già assegnato alla cattedra di anatomia ed istologia patologica della facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Siena con il decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1970, n. 135, deve, invece, intendersi assegnato alla cattedra di anatomia chirurgica e corso di operazioni della facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Roma.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 luglio 1973

LEONE

MALFATTI

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 *gennaio* 1974
Atti di Governo, registro n. 1, *foglio n.* 1. — CARUSO

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1974.

Emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore per il periodo dal 1° gennaio al 28 febbraio 1974.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 22 dicembre 1973, n. 832, che autorizza il Governo ad esercitare provvisoriamente, fino a quando sarà approvato per legge e non oltre il 28 febbraio 1974, il bilancio delle amministrazioni dello Stato per l'anno finanziario 1974, secondo gli stati di previsione e con le disposizioni e modalità previste nel relativo disegno di legge all'esame delle assemblee legislative;

Visto l'art. 29 del disegno di legge relativo al bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 1974 che, tra l'altro, dà facoltà al Ministro per il tesoro di emettere buoni ordinari del Tesoro con suoi decreti anche a modifica, ove occorra, delle norme previste dal regolamento per la contabilità generale dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione, dal 1° gennaio 1974 al 28 febbraio 1974, di buoni ordinari del Tesoro al portatore con le scadenze e per gli importi che saranno determinati con decreti del Ministro per il tesoro, da pubblicarsi mensilmente nella *Gazzetta Ufficiale*.

Tali decreti stabiliranno i limiti massimi entro i quali sarà fatto luogo all'emissione dei predetti buoni distintamente per: *a*) buoni da vincolare a riserva ai sensi dell'art. 32, lettera *f*), del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni; *b*) buoni per investimenti liberi.

Art. 2.

I buoni verranno emessi limitatamente alle seguenti serie rispetto a quelle indicate nel decreto del Presidente della Repubblica n. 470 del 21 aprile 1961:

Serie			
Serie	F	da L.	100.000
»	G	» »	500.000
»	H	» »	1.000.000
»	L	» »	5.000.000
»	M	» »	10.000.000
»	N	» »	50.000.000
»	O	» »	100.000.000
»	P	» »	500.000.000
»	Q	» »	1.000.000.000

L'utilizzo delle serie *F* e *G* sarà riservato esclusivamente ai buoni da vincolare a riserva.

Art. 3.

L'interesse annuo dei buoni ordinari del Tesoro da vincolare a riserva è stabilito nella misura del 5,50 % e viene corrisposto anticipatamente.

Per i buoni relativi ad investimenti liberi, invece, l'interesse, anch'esso corrisposto anticipatamente, è stabilito di volta in volta con i decreti previsti dal succitato art. 1.

Art. 4.

Il collocamento dei buoni ordinari del Tesoro è effettuato esclusivamente nei confronti delle aziende di credito nonchè dei loro istituti centrali di categoria tramite la Banca d'Italia, quale gerente il servizio di tesoreria provinciale dello Stato, alla quale pertanto rimane affidata l'esecuzione delle operazioni.

Art. 5.

Le aziende di credito e gli istituti centrali di categoria, per ottenere l'assegnazione dei buoni ordinari del Tesoro, dovranno comunicare l'importo dei buoni che intendono sottoscrivere:

a) alle filiali della Banca d'Italia competenti per territorio entro il giorno 27 del mese che precede quello in cui si effettua l'emissione, per i buoni ordinari del Tesoro da vincolare a riserva ai sensi dell'art. 32, lettera *f*), del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

b) alla Banca d'Italia - Amministrazione centrale - Servizio rapporti con il Tesoro in Roma, per i buoni per investimenti liberi, indicando per questi ultimi l'eventuale soprapprezzo in confronto al valore nominale che in percentuale dovrà essere pari a dieci centesimi di lira o multiplo di tale cifra. Le offerte di soprapprezzo contenenti frazioni centesimali diverse da quelle sopra prescritte saranno prese in considerazione con arrotondamento per difetto in modo da renderle conformi a quanto previsto.

Art. 6.

Le comunicazioni di cui alla lettera *b*) dell'articolo precedente devono essere fatte pervenire, entro il termine stabilito di volta in volta con i decreti previsti dal precedente art. 1, a mezzo lettera chiusa in busta da assicurare con chiusura a ceralacca e con chiara indicazione del contenuto, da immettersi a sua volta in altra busta da indirizzarsi alla suddetta amministrazione centrale. Le comunicazioni non pervenute in tempo utile non saranno prese in considerazione.

Art. 7.

Successivamente alla scadenza del termine di presentazione delle comunicazioni di cui all'articolo precedente, sarà eseguita nei locali della Banca d'Italia l'apertura delle buste, da parte di un funzionario della Banca d'Italia il quale trascriverà, in ordine decrescente di prezzo, le richieste pervenute con l'indicazione dei relativi importi.

Le operazioni di cui al comma precedente saranno effettuate con l'intervento di un funzionario del Tesoro, a ciò delegato dal Ministro per il tesoro.

Il rappresentante del Tesoro ha funzioni di ufficiale rogante e redigerà apposito verbale per dette operazioni.

L'assegnazione verrà effettuata al soprapprezzo meno elevato fra quelli offerti dai concorrenti rimasti aggiudicatari anche se pro-quota. Nel caso di parità di offerte che non possano essere totalmente accolte verrà effettuato il riparto pro-quota dell'assegnazione.

La parte eventualmente rimasta non aggiudicata sarà assegnata alla Banca d'Italia senza alcun soprapprezzo nei limiti entro i quali la medesima la richieda.

Art. 8.

La differenza fra il prezzo determinato a seguito della avvenuta assegnazione di buoni per investimenti liberi attribuiti alle aziende di credito ed istituti centrali di categoria ai sensi del precedente art. 7 ed il valore nominale dei buoni sarà versata alle sezioni di tesoreria unitamente all'importo corrispondente dei buoni sottoscritti.

Art. 9.

L'assegnazione dei buoni ordinari del Tesoro da vincolare a riserva sarà effettuata con riparto pro-quota quando le richieste degli istituti di credito superino l'importo fissato dal Tesoro per l'emissione mensile di cui al punto *a*) del citato art. 1.

I buoni vincolati e da vincolare a riserva, di cui al presente articolo, rimarranno fino al rimborso presso l'istituto di emissione, il quale è peraltro facoltizzato ad acquistare prima della scadenza i titoli stessi dalle aziende depositanti, al fine di porle in grado di sostituirli con altri titoli previsti dalle vigenti norme.

Art. 10.

Le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro, di cui al presente decreto, potranno essere modificate con decreti del Ministro per il tesoro; i termini indicati nei precedenti articoli potranno essere prorogati con decreti del Ministro per il tesoro, quando ricorrano particolari circostanze.

Art. 11.

Le sezioni di tesoreria compileranno le contabilità previste dall'art. 555 del regolamento di contabilità generale dello Stato distintamente per i buoni di cui alle lettere *a*) e *b*) del richiamato art. 1.

Art. 12.

Con decreto a parte verranno determinate le caratteristiche dei buoni per i quali è autorizzata l'emissione.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 8 gennaio 1974

Il Ministro: LA MALFA

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *gennaio* 1974
Registro n. 1 *Tesoro, foglio n.* 50

(155)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 25/1973. Prezzi dei tubi di acciaio senza saldatura

LA GIUNTA
DEL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;

Visti i provvedimenti del C.I.P. n. 271 del 6 aprile 1951, n. 637 del 29 marzo 1957, n. 733 del 13 giugno 1958;

Considerato che i prezzi dei prodotti siderurgici primari sono sottoposti alla regolamentazione C.E.C.A. e che i prezzi dei prodotti derivati non possono essere in contrasto con i primi;

Ritenuto necessario allineare i prezzi dei tubi di acciaio senza saldatura alle quotazioni in vigore;

Sentita la commissione centrale prezzi (art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347);

Considerata l'urgenza (art. 3 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato del 15 settembre 1947, n. 896);

Delibera:

A modifica delle disposizioni contenute nel provvedimento n. 733 del 13 giugno 1958 il prezzo base dei tubi (tubi gas da 1" lisci) è fissato in L. 22.800 al ql.

In relazione a detto prezzo è stabilito come segue il listino generale relativo ai tubi:

TUBI DI ACCIAIO SENZA SALDATURA

(prezzi in lire a quintale franco stazione destino per quantitativi di almeno 15 tonnellate Pagamento in contanti alla spedizione I.V.A. esclusa)

I) *Tubi gas senza saldatura.*

1) tubi s/s di acciaio neri comuni lisci UNI 3824/68 e UNI 4148/68 in acciaio Fe OO UNI 663/68.

Lunghezze di fabbricazione da mm. 4500 a mm. 7000.

Diametri	Lire al q.le	Diametri	Lire al q.le
1/8" .	51.200	da 1" a 4" (base)	22.800
1/4" .	37.600	4. 1/2"	25.900
3/8" .	30.700	5"	25.900
1/2" .	26.300	6"	25.900
3/4"	24.500		

Extra:

a) extra per vite e manicotto: aumento 6% sui prezzi dei rispettivi diametri;

per sola vite senza manicotto: aumento 4% sui prezzi dei rispettivi diametri;

per tubi lisci con manicotto a parte: aumento 3% sui prezzi dei rispettivi diametri;

b) extra per zincatura: per tubi da 1/4" e 3/8" aumento di L. 8000 al q.le più 6% sul prezzo complessivo per vite e manicotto;

per tubi da 1/2" L. 7300 più 6%;

per tubi da 3/4" L. 6500 più 6%;

per tubi da 1" a 6" L. 6000 più 6%.

2) Tubi s/s gas rinforzati tabella UNI 4149/68.

Lunghezze da mm. 4000 a mm. 7000.

Diametri	Lire a q.le	Diametri	Lire a q.le
1/8"	56.500	3/4"	27.000
1/4"	41.400	da 1" a 4" . .	23.800
3/8"	33.700	5"	27.200
1/2"	29.000	6"	27.200

Extra: come per i tubi di cui al punto 1.

3) Tubi s/s per pozzi artesiani lisci, tipo leggero UNI 1288/64, tipo pesante UNI 1289/64.

Lunghezze da mm. 2000 a mm. 3000.

Diametro convenzionale	Lire a q.le
da 1" a 4"	23.500

Extra:

a) filettati con manicotto oliva: aumento 12%;
filettati senza manicotto: aumento 8%;
lisci con manicotto oliva a parte: aumento 6%;

b) per zincatura: aumento di L. 5900 al q.le più 12% sul prezzo complessivo per tubi filettati con manicotto.

4) Tubi s/s gas di qualità per alte pressioni UNI 7088/72 in acciaio Fe 35.1 ed Fe 45.1 UNI 663/68.

Lunghezze da mm 4000 a mm. 7000.

Diametri	Lire al q.le	Diametri	Lire al q.le
1/8" . .	62.800	3/4"	30.500
1/4"	46.300	da 1" a 4"	27.200
3/8" .	37.900	5"	30.900
1/2"	32.400	6"	30.900

II) *Tubi s/s lisci commerciali in Fe OO UNI* 663/68 *Tab. UNI* 4992.

Lunghezze da mm. 4000 a mm. 8000.

Diametri esterni mm.	Spessore mm.	Lire al quintale	Diametri esterni mm.	Spessore mm.	Lire al quintale
30	2,3	29.000	88,9	3,2	25.700
33,7	2,3	28.800	101,6	3,6	25.700
38	2,6	27.900	108	3,6	25.700
42,4	2,6	27.900	114,3	3,6	25.700
44,5	2,6	27.700	133	4	25.700
48,3	2,6	27.400	139,7	4	27.000
54	2,6	25.700	159	4,5	27.000
57	2,9	25.700	168,3	4,5	27.000
60,3	2,9	25.700	193,7	5,4	27.000
70	2,9	25.700	219,1	5,9	27.000
76,1	2,9	25.700			

Per tubi lisci commerciali, trafilati a freddo, ricotti: diametro mm. 26,9 spessore mm. 2 lire al quintale 37.000.

III) *Tubi s/s lisci per usi generici di classe normale UNI 663/68 Tab.* 4992.

Lunghezze da mm. 4000 a mm. 8000.
In acciaio Fe 35.1, Fe 45.1.
In acciaio Fe 52.1, Fe 55.1.

Diametri esterni mm.	Spessore mm.	Lire al quintale	
		In acciaio Fe 35.1 - Fe 45.1	In acciaio Fe 52.1 - Fe 55.1
30	2,3	32.900	34.400
33,7	2,3	31.700	33.200
38	2,6	30.700	32.100
42,4	2,6	30.700	32.100
44,5	2,6	30.500	31.900
48,3	2,6	30.100	31.600
54	2,6	28.200	29.500
57	2,9	28.200	29.500
60,3	2,9	28.200	29.500
70	2,9	28.200	29.500
76,1	2,9	28.200	29.500
88,9	3,2	28.200	29.500
101,6	3,6	28.200	29.500
108	3,6	28.200	29.500
114,3	3,6	28.200	29.500
133	4	28.200	29.500
139,7	4	29.700	31.000
159	4,5	29.700	31.000
148,3	4,5	29.700	31.000
193,7	5,4	29.700	31.000
219,1	5,9	29.700	31.000

Extra:

extra per collaudi normali (restano a carico del committente le spese personali degli agenti e i diritti dovuti agli enti):

Associazione nazionale combustione Registro navale Ferrovie dello Stato	aumento L. 400 a q.le
Marina, Aereonautica Lloyd's Register	aumento L. 600 a q.le
American Bureau	aumento L. 700 a q.le

extra comuni ai tubi di cui ai punti II) e III) per dimensioni anormali:

sul diametro: aumento del 5 %;
sullo spessore: aumento del 10 %;
sul diametro e sullo spessore: aumento del 15 %.

extra comuni ai tubi gas e ai tubi lisci commerciali e di qualità:

a) per piccoli quantitativi: fino a 5 tonn.: aumento L. 400 a q.le;

da 5,1 a 14,9 tonn.: aumento L. 400 a q.le.

b) per lunghezze fisse (purchè multiple):

sino a mm. 1000: aumento 2 %;
da mm. 1001 a 3000: aumento 5 %;
da mm. 3001 a 7500: aumento 7,5 %;
da mm. 7501 a 9000: aumento 10 %;
per lunghezze superiori extra da convenire.

IV) *Prezzi di vendita da parte dei commercianti.*

Per le sole vendite da magazzino del commerciante è consentita l'applicazione delle seguenti maggiorazioni sui prezzi franco stazione destino sopra indicati:

Quota spese di trasporto a deposito;

Compenso per la distribuzione in misura non superiore al 18 %;

I.V.A.

Roma, addì 20 dicembre 1973

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
Presidente della giunta
DE MITA

(217)

Provvedimento n. 1/1974. Correzione di errori materiali al provvedimento della giunta del C.I.P. n. 22/1973 del 20 dicembre 1973 (Pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » n. 333 del 29 dicembre 1973).

ALLEGATO *A*: Sono da aggiungere le seguenti ditte:

Posizione	Ditta
1	Cantina cooperativa di Ardeo Neviano Secli - (vino)
15	Confederazione italiana della piccola e media industria CONFAPI - (per i suoi aderenti del settore conserve animali)

Roma, addì 9 gennaio 1974

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
Presidente della giunta
DE MITA

(218)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di politica economica e finanziaria presso la facoltà di scienze politiche dell'Università di Firenze.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che, presso la facoltà di scienze politiche dell'Università di Firenze, è vacante la cattedra di politica economica e finanziaria, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(159)

Vacanza della seconda cattedra di istituzioni di diritto privato presso la facoltà di economia e commercio dell'Università di Roma.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che, presso la facoltà di economia e commercio dell'Università di Roma, è vacante la seconda cattedra di istituzioni di diritto privato, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(160)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Divieto di caccia al lupo in tutto il territorio nazionale fino al 31 dicembre 1976

Con decreto ministeriale 22 dicembre 1973, ai sensi dell'art. 23 del testo unico approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016 e modificato dalla legge 2 agosto 1967, n. 799, è vietato in tutto il territorio nazionale l'esercizio venatorio al lupo fino al 31 dicembre 1976.

(64)

Approvazione dello statuto della Federazione italiana della caccia

Con decreto ministeriale 13 novembre 1973, ai sensi dell'art. 86 del testo unico 5 giugno 1939, n. 1016, modificato con legge 2 agosto 1967, n. 799, è approvato il nuovo statuto della Federazione italiana della caccia.

(65)

MINISTERO DEL TESORO

Smarrimento di ricevuta di debito pubblico

(2ª *pubblicazione*) Elenco n. 19

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 4241 Mod. 25/A D.P. — Data: 22 luglio 1967 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ric. Direzione generale del debito pubblico. — Intestazione: Giulio Recanati, nato a Roma il 31 maggio 1907. — Titoli del debito pubblico: nominativi: 1. — Capitale L. 250.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si notifica a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 10 dicembre 1973

(13674)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 5

Corso dei cambi dell'8 gennaio 1974 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	638,60	638,60	636,25	638,60	636,50	638,60	638,50	638,60	638,60	638,60
Dollaro canadese	644,25	644,25	641,25	644,25	638 —	644,20	644 —	644,25	644,25	644,25
Franco svizzero	186,30	186,30	186,10	186.30	185 —	186.30	186,35	186.30	186,30	186,30
Corona danese	94,24	94,24	94,25	94,24	93,75	94,25	94,30	94,24	94,24	94,24
Corona norvegese	105,40	105,40	104,80	105,40	105,25	105,40	105,45	105,40	105,40	105,80
Corona svedese	131,64	131,64	132,50	131,64	131,50	131,65	131,80	131,64	131,64	131,64
Fiorino olandese	214,80	214,80	214,99	214,80	212,75	214,80	214,80	214,80	214,80	214,80
Franco belga	14,60	14,60	14,55	14,60	14,50	14,60	14,62	14,60	14,60	14,60
Franco francese	127,65	127,65	127.47	127,65	127 —	127,65	127,80	127,65	127,65	127,65
Lira sterlina	1425,20	1425,20	1421,25	1425,20	1416,50	1425,20	1425,25	1425,20	1425,20	1425,20
Marco germanico	221,90	221,90	221,99	221,90	220,30	221,90	222,20	221,90	221,90	221,90
Scellino austriaco	30,35	30,35	30,40	30,35	30,15	30,35	30,3050	30,35	30,35	30,35
Escudo portoghese	23,52	23,52	23,65	23,52	23,50	23,52	23,4725	23,52	23,52	23,52
Peseta spagnola	11,155	11,155	11,14	11,155	10,75	11,15	11,1675	11,155	11,15	11.15
Yen giapponese	2,137	2,137	2,13	2,137	2,16	2,13	2,14	2,137	2,13	2,13

Media dei titoli dell'8 gennaio 1974

Rendita 5 % 1935	106,400
Redimibile 3,50 % 1934	97,375
» 3,50 % (Ricostruzione)	91,975
» 5 % (Ricostruzione)	98,675
» 5 % (Riforma fondiaria)	96,725
» 5 % (Città di Trieste)	97,500
» 5 % (Beni esteri)	94,550
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	92,800
» 5,50 % » » 1968-83	92,250
» 5,50 % » » 1969-84	92,525
» 6 % » » 1970-85	96,675
» 6 % » » 1971-86	96,475
» 6 % » » 1972-87	96,300
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,30
Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,925
» » » 5,50 % 1977	101,45
» » » 5,50 % 1978	99,90
» » » 5,50 % 1979	99,95
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1974)	99,550
» 5 % (» 1° aprile 1975)	97,725
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	97,050
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	95,950
» 5 % (» 1° aprile 1978)	96,375
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	99,250
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	99,400
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	99,325

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi dell'8 gennaio 1974

Dollaro USA	638,55
Dollaro canadese	644,125
Franco svizzero	186,325
Corona danese	94,27
Corona norvegese	105,425
Corona svedese	131,72
Fiorino olandese	214,80
Franco belga	14,61
Franco francese	127,725
Lira sterlina	1425,475
Marco germanico	222,05
Scellino austriaco	30,327
Escudo portoghese	23,496
Peseta spagnola	11,161
Yen giapponese	2,138

MINISTERO DELLA SANITÀ

Elenco delle imprese autorizzate alla produzione, al commercio e all'impiego di stupefacenti

IMPRESE AUTORIZZATE ALLA PRODUZIONE DI STUPEFACENTI

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede dell'officina	Stupefacenti di cui è autorizzata la fabbricazione	Estremi dell'autorizzazione	
				Numero	Scadenza
1	Salars (337401)	Como-Camerlata	Oppio polvere F. U., alcaloidi dell'oppio e derivati	1780	31-12-1975
2	Recordati (142002)	Campoverde (Latina)	Amfetamina, desamfetamina, metamfetamina, loro sali	1882	14- 2-1976
3	Erba (304801)	Milano	Oppio polvere F. U., alcaloidi dell'oppio e derivati, petidina, properidina, metadone, loro sali	1850	31-12-1975
4	Lusofarmaco (322201)	Milano	Destromoramide e suoi sali	1928	13- 5-1976
5	Maggioni (330201)	Milano	Petidina e suoi sali	1779	31-12-1975
6	Sircai (340201)	Milano	Oppio polvere F. U., alcaloidi dell'oppio e derivati	1786	31-12-1975
7	Tosi (322102)	Milano	Metadone cloridrato	1956	2- 6-1976
8	Sifac (339701)	Confienza (Pavia)	Alcaloidi dell'oppio e derivati, oppio polvere F. U.	1819	31-12-1975

IMPRESE AUTORIZZATE AL COMMERCIO DI STUPEFACENTI

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede del magazzino	Prodotti di cui è autorizzato il commercio	Numero dell'autorizzazione
1	Acraf (3013 AN)	Ancona	Sostanze, specialità, galenici	1585
2	Ferranti (3196 AN)	Ancona	Codeina, etilmorfina e loro sali, specialità, galenici	349
3	Salfa (3377 AN)	Ancona	Codeina, etilmorfina e loro sali, specialità, galenici	355
4	Rossi (6000 AR)	Arezzo	Sostanze, specialità	1810
5	Picena Farmaceutici (3409 AP)	Ascoli Piceno	Sostanze, specialità, galenici	133–133/*bis* 133/*ter*
6	Viarengo (3445 AT)	Asti	Sostanze, specialità, galenici	296
7	Angelini (3013 BA)	Bari	Sostanze, specialità, galenici	764
8	Capurso (3047 BA)	Bari	Sostanze, specialità, galenici	209/*ter*
9	Erba (3048 BA)	Bari	Sostanze, specialità, galenici	1848
10	Petruzzi e Pannarale (3340 BA)	Bari	Specialità	17
11	Zambeletti (3102 BA)	Bari	Specialità	379
12	Cotifa (3066 BG)	Bergamo	Sostanze, specialità, galenici	258/*E*
13	Mologni (3108 BG)	Bergamo	Specialità	257
14	Salf (3289 BG)	Bergamo	Sostanze, specialità, galenici	1676
15	Battistini (3027 BO)	Bologna	Sostanze, specialità, galenici	1900
16	Cedifar (6004 BO)	Bologna	Sostanze, specialità, galenici	1839
17	Depositaria (3236 BO)	Bologna	Specialità	224
18	Erba (3048 BO)	Bologna	Sostanze, specialità, galenici	1952
19	Farmac Zabban (3130 BO)	Bologna	Oppio, morfina, cloridrato, etilmorfina cloridrato, codeina fosfato, codeina cloridrato, cocaina, specialità, galenici	177–177/*bis*
20	Zarri (3241 BO)	Bologna	Specialità, galenici	1793
21	Zobbli (3458 BO)	Bologna	Specialità	1776
22	Rössler (1894 BZ)	Bolzano	Specialità	223
23	Coop. Eserc. Farmacie (3408 BS)	Brescia	Sostanze, specialità, galenici	1712
24	Consorzio Farmaceutico (3073 BS)	Brescia	Sostanze, specialità, galenici	187/*ter*
25	Ferrari (3166 BS)	Brescia	Specialità, galenici	1136
26	Brifarma (3041 BR)	Brindisi	Morfina, codeina, etilmorfina e loro sali, oppio polvere F.U., estratti e tintura d'oppio, specialità, galenici	250
27	Agus e Nuti (3016 CA)	Cagliari	Sostanze, specialità, galenici	167–167/*bis*
28	Saima (3475 CA)	Cagliari	Specialità, galenici	790
29	Farmaceutica Molisana (6007 CB)	Campobasso	Sostanze, specialità, galenici	1600
30	Rossi (3364 CE)	Caserta	Sostanze, specialità, galenici	1551
31	Gorgone (3186 CT)	Catania	Specialità	251/*ter*

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede del magazzino	Prodotti di cui è autorizzato il commercio	Numero dell'autorizzazione
32	Molina (3315 CT)	Catania	Specialità	300/c
33	Safarm (6022 CT)	Catania	Sostanze, specialità, galenici	1964
34	Spadaro Ventura (3415 CT)	Catania	Sostanze, specialità, galenici	1694
35	De Vennera (3088 CZ)	Crotone (Catanzaro)	Specialità, galenici	305
36	Salars (3374 CO)	Como Camerlata	Sostanze, oppio	323
37	Iorio (3230 CS)	Cosenza	Specialità, galenici	874
38	Farmac. Cremonese (3127 CR)	Cremona	Specialità, galenici	1705
39	Farmac. Municipaliz. (3023 CR)	Cremona	Specialità, galenici	65 d
40	Farmea (3158 CN)	Alba (Cuneo)	Sostanze, specialità, galenici	1915
41	Rossi (3363 FE)	Ferrara	Specialità	14/bis
42	Trifarma (6008 FE)	Ferrara	Specialità, galenici	1640
43	Boehringer Ingelheim (5029 FI)	Reggello (Firenze)	Specialità	1740
44	Donzelli e Fornasari (3098 FI)	Firenze	Specialità, galenici	1903
45	Erba (3048 FI)	Firenze	Sostanze, specialità, galenici	1919
46	Farmingrosso (3160 FI)	Firenze	Specialità, galenici	1625
47	Gomez (3185 FI)	Firenze	Sostanze, specialità, galenici	153 n
48	Istituto Farmac. Milit. (3214 FI)	Firenze	Sostanze, galenici	1759
49	Istituto Specialità Terapeutiche (3227 FI)	Firenze	Specialità	1364
50	Morelli e Camassei (3319 FI)	Firenze	Sostanze, specialità, galenici	158-158/bis
51	Unione Farmac. Toscani (3439 FI)	Firenze	Specialità, galenici	1685
52	Propharma (3356 FO)	Rimini (Forlì)	Sostanze, specialità, galenici	308
53	Sanitas Cotari (3381 FO)	Frosinone	Specialità, galenici	82-82/bis
54	Spemital (3420 FR)	Genova-Sampierdarena	Sostanze, specialità, galenici	302 d
55	Battistini (6009 GE)		Specialità, galenici	1525
56	Cdm (3050 GE)	Genova	Sostanze, specialità, galenici	117/ter
57	Difar (6001 GE)	Genova	Sostanze, specialità, galenici	1827
58	Farge (3118 GE)	Genova	Specialità, galenici	341/bis
59	Farmaceutica Negri (3070 GE)	Genova	Sostanze, specialità, galenici	1698
60	Farmea (3158 GE)	Genova	Sostanze, specialità, galenici	1938
61	Lazzereschi (6006 GE)	Genova	Specialità	1762
62	Pescetto (3139 GE)	Genova	Specialità, galenici	172/bis
63	Zilliken (3457 GE)	Genova	Specialità	1822
64	Farmaclea (6012 GR)	Grosseto	Sostanze, specialità, galenici	1279
65	Trepharma (3430 IM)	San Remo (Imperia)	Specialità, galenici	1617
66	Società Medicinali (3413 LE)	Lecce	Sostanze, specialità, galenici	27/bis
67	Consorzio Farmaceutico (3077 LU)	Lucca	Specialità, galenici	106/bis
68	Farmacisti Associati (3152 LU)	Lucca	Specialità	105
69	Fatircima (3165 LU)	Viareggio (Lucca)	Specialità	60
70	Fama (3124 MC)	Macerata	Specialità, galenici	1881
71	Amprica (3019 MN)	Mantova	Specialità, galenici	1758
72	Confarma (3089 MN)	Mantova	Sostanze, specialità	1935
73	Deposito Farmaceutico (3089 MN)	Mantova	Sostanze, specialità	372
74	Farmaceutica Apuana (3132 MS)	Massa-Carrara	Specialità, galenici	676
75	Abate (3010 ME)	Messina	Specialità, galenici	1348
76	Sicca (3392 ME)	Messina	Specialità, galenici	243
77	Acfa (3012 MI)	Milano	Specialità, galenici	1582
78	Bracco (3039 MI)	Milano	Ossicodone, codeina, etilmorfina, loro sali, specialità, galenici	838
79	Ciba Geigy (3060 MI)	Milano	Specialità	1641
80	Colombo (6002 MI)	Milano	Specialità	1761
81	Comifar (3068 MI)	Milano	Sostanze, specialità, galenici	1914
82	Erba (3048 MI)	Milano (via Imbonati, 24)	Sostanze, specialità, galenici	1845
83	Erba (3048 MI)	Milano (via Imbonati, 22)	Sostanze, specialità, galenici	1846
84	Granelli (3263 MI)	Milano	Specialità, galenici	1959
85	Hoechst Italia (3105 MI)	Pero (Milano)	Specialità	1451

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede del magazzino	Prodotti di cui è autorizzato il commercio	Numero dell'autorizzazione
86	Manzoni (3005 MI)	Milano	Sostanze, specialità, galenici	1288
87	Saita (6014 MI)	Paderno Dugnano (Milano)	Specialità, galenici	1614
88	Sanitas (3380 MI)	Milano	Specialità, galenici	1936
89	Siciliano Nestore (3394 MI)	Milano	Specialità, galenici	1468
90	Simes (3401 MI)	Milano	Sostanze	325
91	Sircai (3402 MI)	Milano	Sostanze	324
92	Zambon (3454 MI)	Milano	Specialità, galenici	280 *d*
93	Farmac. Modenese (3137 MO)	Modena	Specialità	210
94	Cicciotti (3064 NA)	Napoli	Specialità, galenici	796
95	Erba (3048 NA)	Napoli	Sostanze, specialità, galenici	1843
96	Unione Farmaceutica (3164 NO)	Novara	Sostanze, specialità, galenici	126 *d*
97	Buffo (3042 PD)	Padova	Specialità	75 *bis*
98	Ceppellini (3052 PD)	Padova	Specialità	808
99	Consorzio Farmac. (3079 PD)	Padova	Codeina, etilmorfina e loro sali, specialità, galenici	1071
100	Corfini (6010 PD)	Padova	Specialità	1587
101	Erba (3048 PD)	Padova	Sostanze, specialità, galenici	1841
102	Feletti Spadazzi (3337 PD)	Padova	Specialità, galenici	859
103	Pampo (3338 PD)	Padova	Specialità	388 *d*
104	Scoles (3331 PA)	Padova	Specialità, galenici	1404
105	Erba (3048 PA)	Palermo	Sostanze, specialità, galenici	1847
106	Riccobono (3359 PA)	Palermo	Sostanze, specialità, galenici	1168
107	Saladino (3373 PA)	Palermo	Specialità, galenici	276/*bis*
108	C.D.F. (6016 PR)	Parma	Specialità, galenici	1934
109	Farmaceutica Fidentina (3135 PR)	Fidenza (Parma)	Specialità, galenici	132/*bis*
110	Guieu (3246 PV)	Confienza (Pavia)	Sostanze	844
111	Sifac (3397 PV)	Confienza (Pavia)	Sostanze	1686
112	Cim (3062 PG)	Perugia	Specialità, galenici	1449
113	Brilli Cattarini (3133 PS)	Pesaro	Sostanze, specialità, galenici	80–80/*bis*
114	Aterni (3119 PE)	Pescara	Oppio polvere F.U., codeina, etilmorfina e loro sali, morfina, cocaina e loro sali, specialità, galenici	730
115	Acef (3011 PC)	Fiorenzuola d'Arda (Piacenza)	Sostanze, specialità, galenici	63–63/*bis*
116	Rebecchi (3358 PC)	Piacenza	Specialità, galenici	62
117	Sacfa (3367 PC)	Piacenza	Specialità, galenici	44
118	Safap (3369 PC)	Piacenza	Codeina, etilmorfina e loro sali, specialità, galenici	1892
119	Di Loreto (3091 PI)	Pisa	Specialità, galenici	8/*bis*
120	Sicma (3395 PI)	Pisa	Specialità	3
121	Farmaceutica (3141 PT)	Pistoia	Sostanze, specialità, galenici	1257
122	Farmac. Valdinievole (6005 PT)	Montecatini Terme (Pistoia)	Specialità, galenici	1763
123	Ghetti (3184 RA)	Faenza (Ravenna)	Specialità, galenici	189 *d*
124	Fcr Comunali (3151 RE)	Reggio Emilia	Sostanze, specialità, galenici	1605
125	Remed (3357 RE)	Reggio Emilia	Specialità, galenici	114
126	Acraf (3013 RM)	Roma	Sostanze, specialità, galenici	1888
127	C.d.m. (3174 RM)	Roma	Specialità, galenici	1573
128	Erba (3048 RM)	Roma	Sostanze, specialità, galenici	1842
129	Manzoni (3005 RM)	Roma	Specialità, galenici	1050
130	Melaina (3312 RM)	Roma	Specialità	1977
131	Morelli (3320 RM)	Roma	Specialità	184
132	Ospedali Riuniti (3335 RM)	Roma	Morfina, etilmorfina, codeina, cocaina e loro sali, oppio polvere F.U., specialità, galenici	1153
133	Pighi (3345 RM)	Roma	Sostanze, specialità, galenici	1014
134	Roche (3353 RM)	Roma	Specialità	957
135	Servizio Ferrovie (3390 RM)	Roma	Specialità, galenici	858
136	Sperne (3417 RM)	Roma	Specialità, galenici	176/*bis*
137	Welcome (3451 RM)	Pomezia (Roma)	Specialità	1684
138	Zambeletti (3102 RM)	Roma	Specialità, galenici	218/*ter*
139	Farmas (3156 SA)	Salerno	Specialità, galenici	1316
140	Cima (3063 SS)	Sassari	Sostanze, specialità	201–201/*bis* 201/*ter*
141	Boragno (3036 SV)	Savona	Specialità, galenici	19

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede del magazzino	Prodotti di cui è autorizzato il commercio	Numero dell'autorizzazione
142	Facta (3115 SV)	Savona	Specialità, galenici	1496
143	Farmea (3158 SV)	Savona	Specialità	1916
144	Eccheli (3149 SI)	Siena	Sostanze, specialità, galenici	1878
145	Parenti (3310 SI)	Siena	Sostanze, specialità, galenici	777
146	Faggi (3116 SO)	Sondrio	Specialità	192
147	Farmaceut. Valtellinese (3142 SO)	Sondrio	Specialità	709
148	Alleanza Cooperativa Torinese (3018 TO)	Torino	Sostanze, specialità, galenici	1917
149	Bertirotty (3029 TO)	Torino	Specialità	314
150	Bovone (3038 TO)	Torino	Sostanze, specialità, galenici	1785
151	Farmaceut. Pinerolese (3140 TO)	Pinerolo (Torino)	Specialità	57
152	Gay (3182 TO)	Torino	Specialità, galenici	827
153	Marocco e Gallina (3304 TO)	Torino	Acedicon	77/*bis*
154	Nastri (3322 TO)	Torino	Specialità, galenici	78 *a*
155	Ottolenghi (3104 TO)	Torino	Codeina, etilmorfina e loro sali, galenici a base di oppio	1581
156	Armitano (3147 TO)	Torino	Specialità	295/*bis*
157	Spefar (3418 TO)	Torino	Specialità	1215
158	Sait (3372 TN)	Trento	Sostanze, specialità, galenici	1460
159	Unifarm (6019 TN)	Ravina (Trento)	Sostanze, specialità, galenici	1642
160	Adriatica Medicinali (3405 TV)	Treviso	Sostanze, specialità, galenici	52/*ter*
161	Unione Farmacisti (3438 TS)	Trieste	Specialità, galenici	879
162	Rinaldi (3360 UD)	Udine	Specialità, galenici	247/*ter*
163	Unione Farmacisti (3438 UD)	Udine	Sostanze, specialità, galenici	878
164	Confab (6018 VA)	Busto Arsizio (Varese)	Specialità	1681
165	Gallofarma (6021 VA)	Gallarate (Varese)	Specialità	1973
166	La Farmaceutica (3138 VA)	Varese	Specialità, galenici	6/*bis*
167	Unione Farmaceutica (3436 VA)	Busto Arsizio (Varese)	Sostanze, specialità, galenici	950
168	Bimbi (6015 VE)	San Donà (Venezia)	Specialità, galenici	68
169	Bergamaschi (3028 VR)	Verona	Sostanze, specialità, galenici	1254
170	Farmoveneta (3163 VR)	Verona	Sostanze, specialità, galenici	1506
171	Commerciale Farmac. (3069 VI)	Vicenza	Sostanze, specialità, galenici	374
172	Cremona Mario (3085 VI)	Bassano del Grappa (Vicenza)	Specialità, galenici	640
173	Castellini e Bazzani (3049 VT)	Viterbo	Specialità, galenici	95/*bis*
174	Farvit (3143 VT)	Viterbo	Specialità, galenici	232

IMPRESE AUTORIZZATE ALL'IMPIEGO DI STUPEFACENTI

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede dell'officina	Stupefacenti di cui è autorizzato l'impiego	Estremi dell'autorizzazione	
				Numero	Scadenza
1	Acraf (301302)	Ancona	Oppio grezzo, oppio polvere F.U., morfina, codeina, etilmorfina, cocaina e loro sali	1949	13- 7-1976
2	Salfa (337701)	Ancona	Codeina, etilmorfina e loro sali	1714	3- 6-1975
3	Iema (319001)	Ranica (Bergamo)	Oppio polvere F.U., codeina e suoi sali	1530	19- 3-1976
4	Salf (328901)	Bergamo	Codeina, etilmorfina, morfina e suoi sali	1901	27- 7-1976
5	Alfa Farmaceut. (301501)	Bologna	Oppio polvere F.U., codeina, etilmorfina e loro sali	1802	31-12-1975
6	Buton (304301)	Bologna	Coca foglie	1834	3-12-1975
7	Fabo (310901)	Bologna	Codeina, etilmorfina e loro sali	1672	15-11-1974
8	Ifci (321801)	Bologna	Codeina e suoi sali	1902	1- 7-1976
9	Morigi e Pasquale (327701)	Bologna	Codeina e suoi sali	1647	16- 6-1974
10	Zanardi (345501)	Bologna	Codeina, etilmorfina, morfina, loro sali, oppio polvere F.U.	1905	27- 1-1976
11	Zarri (324101)	Bologna	Oppio polvere F.U., morfina, codeina, cocaina e loro sali	1796	10-12-1975
12	Collalto (029501)	Brescia	Codeina e suoi sali	1947	9-10-1976

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede dell'officina	Stupefacenti di cui è autorizzato l'impiego	Estremi dell'autorizzazione	
				Numero	Scadenza
13	Ibs Sardo (329301)	Cagliari	Oppio polvere F.U., codeina, etilmorfina, morfina, e loro sali	1788	31-12-1975
14	Pierrel (334401)	Capua (Caserta)	Fenmetrasina e suoi sali	1803	22- 1-1976
15	Sifi (339801)	Catania	Etilmorfina e suoi sali	1657	26-10-1974
16	Spadaro Ventura (341501)	Catania	Oppio polvere F.U., morfina, codeina, etilmorfina e loro sali	1818	31-12-1975
17	Salars (337401)	Como-Camerlata	Oppio grezzo e oppio polvere F.U.	1775	31-12-1975
18	Bonomelli Hommel Farmaceutici (342601)	Dolzago (Como)	Codeina e suoi sali	1679	14- 3-1975
19	Crinos (032501)	Villa Guardia (Como)	Fenmetrazina e suoi sali	1830	19- 1-1976
20	Lisapharm (330001)	Erba (Como)	Oppio polvere F.U., estratto fl. di oppio, codeina, etilmorfina e loro sali	1985	31-10-1976
21	Banchi e Moggi (345901)	Firenze	Oppio polvere F.U., morfina, codeina e loro sali	1597	30- 5-1974
22	Boehringer Ingelheim (502901)	Reggello (Firenze)	Codeina e loro sali, fenmetrazina	1744	20- 6-1975
23	Eufarma (310701)	Firenze	Codeina e suoi sali, amfetamina (operazione terminale di confezionamento)	1833	31-12-1975
24	Firma (311101)	Firenze	Codeina e suoi sali	1953	6- 5-1976
25	Istituto Farmaceutico Militare (321401)	Firenze	Sostanze in genere	1759	*scad. indeter.*
26	Manetti e Roberts (341401)	Firenze	Codeina e suoi sali	1950	12-10-1976
27	Malesci (330301)	Firenze	Codeina, etilmorfina, diidrocodeina e loro sali	1766	25- 7-1975
28	Menarini (300601)	Firenze	Codeina, fenmetrazina e loro sali	1957	10-10-1976
29	Ragionieri (309901)	Sesto Fiorentino (Firenze)	Etilmorfina, codeina e loro sali	1920	19- 7-1976
30	Spemsa (342101)	Firenze	Metadone e suoi sali	1981	1-10-1976
31	Stroder (079801)	Firenze	d-amfetamina e suoi sali	1922	6- 7-1976
32	Squibb (342301)	Anagni (Frosinone)	Codeina e suoi sali	1937	1-10-1976
33	Boselli Smea (042001)	Bogliasco (Genova)	Amfetamina e suoi sali	1884	16- 3-1976
34	Bruco (314401)	Genova	Morfina, codeina, etilmorfina e loro sali	1795	31-12-1975
35	Bruschettini (107801)	Genova	Codeina, etilmorfina e loro sali	1891	15- 3-1976
36	Caranza (329101)	Genova Sampierdarena	Codeina, etilmorfina e loro sali	1637	15- 9-1974
37	Eugal (327601)	Genova	Codeina e suoi sali	1798	31-12-1975
38	Farge (311801)	Genova	Laudano, codeina, morfina e loro sali	1938	1-10-1976
39	Ligus (319901)	Molassana (Genova)	Codeina, morfina e loro sali, oppio polvere F.U. e laudano	1636	15- 9-1974
40	Vecchi e C. « Piani » (344401)	Genova	Codeina, etilmorfina e loro sali	1943	22- 7-1976
41	Rolla (336201)	Molassana (Genova)	Codeina e suoi sali	1635	11- 9-1974
42	Savio (320101)	Genova-Nervi	Codeina e suoi sali	1799	31-12-1975
43	Fassi (346001)	Vallecrosia (Imperia)	Codeina, etilmorfina e loro sali, oppio polvere F.U.	1824	31-12-1975
44	Isnardi (319801)	Imperia Oneglia	Codeina, metamfetamina e loro sali	1832	31-12-1975
45	Arnaldi (326901)	La Spezia	Codeina, morfina e loro sali	1784	31-12-1975
46	Drumond (312101)	Valletta Valsecchi (Mantova)	Etilmorfina, codeina e loro sali	1648	13-10-1975
47	Angiolini (300001)	Milano	Codeina, etilmorfina, loro sali	1840	31-12-1975
48	Biotrading (303401)	Milano	Codeina e suoi sali	1879	28-11-1975
49	Bayer Italia (306501)	Garbagnate (Milano)	Codeina e suoi sali	1910	12- 6-1976
50	Bouty (337101)	Milano	Codeina e suoi sali	1765	17-12-1975
51	Bracco (303901)	Milano	Etilmorfina, ossicodone, codeina e loro sali	1829	15- 2-1976
52	Chemil (305401)	Novate Milanese (Milano)	Codeina e suoi sali	1688	3-11-1974
53	Ciba Geigy (306001)	Milano	Codeina e suoi sali, metilfenidato cloridrato	1746	15- 9-1974
54	Cooperativa Farmaceutica (388201)	Milano	Oppio polvere F.U., codeina, morfina, cocaina e loro sali	1883	10- 3-1976
55	Erba (304801)	Milano	Sostanze in genere	1849	31-12-1975
56	Eurand (502701)	Cinisello Balsamo (Milano)	Codeina, etilmorfina e loro sali	1954	30-10-1976

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede dell'officina	Stupefacenti di cui è autorizzato l'impiego	Estremi dell'autorizzazione	
				Numero	Scadenza
57	Fama (311301)	Milano	Codeina e suoi sali	1756	27- 6-1975
58	Farmochimica (342401)	Milano	Codeina, etilmorfina, metadone e loro sali, laudano	1932	1-10-1976
59	Fort (177101)	Milano	Codeina e suoi sali	1632	1- 4-1974
60	Granelli (326301)	Milano	Codeina, etilmorfina, alcaloidi totali dell'oppio e loro sali	1808	31-12-1975
61	Guidi (178601)	Milano	Codeina e suoi sali	1801	31-12-1975
62	Knoll (323201)	Milano	Idrocodone, diidrocodeina e loro sali	1962	1-10-1976
63	Inverni e Della Beffa (319701)	Milano	Canape ind., coca foglie, oppio grezzo, papavero caps., alcaloidi totali dell'oppio, codeina e suoi sali	1700	13- 3-1975
64	Lafar (323701)	Milano	Codeina e suoi sali	1726	5- 7-1975
65	Lampugnani (346101)	Milano	Codeina e suoi sali	1682	30-10-1974
66	Lepetit (329701)	Milano	Codeina, etilmorfina, amfetamina, metamfetamina e loro sali	1853	31-12-1975
67	Lirca (329901)	Milano	Codeina, etilmorfina e loro sali	1809	1- 1-1976
68	Lusofarmaco (322201)	Milano	Destromoramide e suoi sali	1927	13- 5-1976
69	Roussel-Maestretti(328001)	Milano	Codeina, fenmetrazina e loro sali	1939	12- 1-1976
70	Maggioni (330201)	Milano	Petidina e suoi sali	1778	31-12-1975
71	Malizia (179001)	Milano	Codeina e suoi sali	1816	31-12-1975
72	Medici (179101)	Sesto S. Giovanni (Milano)	Codeina e suoi sali	1787	31-12-1975
73	Miba (331301)	Milano	Codeina, etilmorfina e loro sali	1948	1 10-1976
74	Midy (312901)	Milano	Codeina, metamfetamina e loro sali	1931	21- 8-1976
75	Obi (124701)	Milano	Codeina e suoi sali	1610	30- 6 1974
76	Ofl Officine Lombarde (332901)	Milano	Codeina, etilmorfina e loro sali	1894	8- 5-1976
77	Ogna (333201)	Milano	Codeina, etilmorfina, morfina e loro sali, oppio polvere	1823	25- 9-1975
78	Panthox e Burk (320001)	Milano	Codeina, etilmorfina e loro sali	1412	10- 4-1976
79	Pramidal (334601)	Milano	Codeina, etilmorfina e loro sali	1966	19-11-1976
80	Proter (324701)	Opera (Milano)	Codeina e suoi sali	1710	18-10-1974
81	Recordati (142001)	Milano	Amfetamina e suoi sali	1940	1- 9-1976
82	Robin (329301)	Milano	Etilmorfina e suoi sali	1852	9- 1-1976
83	Roche (335301)	Milano	Alc. tot. oppio, levorfanolo e loro sali	1821	31-12-1975
84	Saita (300701)	Paderno Dugnano (Milano)	Codeina e suoi sali, canapa indiana	1624	26- 4-1974
85	Sandoz (337901)	Milano	Alcaloidi totali dell'oppio	1652	19- 9-1974
86	Polichimica Sap (334801)	Milano	Codeina e suoi sali, oppio polvere F.U.	1972	14- 1-1977
87	Selvi Laborat. Milanese (325801)	Milano	Oppio polvere F.U., estr. fl. oppio, codeina e suoi sali	1757	31-12-1975
88	Tosi (322102)	Milano (via Chiasserini, 119)	Amfetamina, desamfetamina e loro sali	1955	2- 6-1976
89	Tosi (322101)	Milano (via Breme, 26)	Etilmorfina, metadone e loro sali	1807	1- 1-1976
90	Truffini Reggé (343101)	Milano	Codeina e suoi sali	1945	1-10-1976
91	Valman (344301)	Sesto S. Giovanni (Milano)	Codeina e suoi sali	1715	29- 5-1975
92	Vitafarm (344801)	Milano	Codeina e suoi sali	1633	28-11-1974
93	Washington (345001)	Cerro Maggiore (Milano)	Codeina, etilmorfina e loro sali	1724	1-10-1975
94	Wassermann (300901)	Milano	Morfina, codeina, etilmorfina e loro sali. Alcaloidi totali dell'oppio ed oppio polvere F.U.	1797	16-11-1975
95	Zambeletti (310201)	Baranzate (Milano)	Alcaloidi totali oppio, morfina e suoi sali	1777	1-10-1975
96	Zoja (174501)	Milano	Metamfetamina e suoi sali	1857	14- 2-1976
97	Lancellotti (329601)	Napoli	Codeina e suoi sali, oppio polvere F.U.	1755	5- 7-1975
98	Richardson (083201)	Napoli	Codeina e suoi sali	1909	20- 6-1976
99	Rivetti (318701)	Napoli	Codeina, etilmorfina e loro sali	1729	8- 3-1975
100	Unione Farmaceutica (346601)	Novara	Codeina, etilmorfina e loro sali	1855	31-12-1975
101	Tosi (300801)	Novara	Codeina e suoi sali	1687	3- 3-1975
102	Fidia (317001)	Abano Terme (Padova)	Codeina e suoi sali, estratto fl. coca	1656	19-11-1974
103	Vis Venezie (346801)	Padova	Codeina, etilmorfina e loro sali	1965	19-11-1976

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede dell'officina	Stupefacenti di cui è autorizzato l'impiego	Estremi dell'autorizzazione	
				Numero	Scadenza
104	Italchemi (320601)	Parma	Codeina, etilmorfina e loro sali	1655	30-10-1974
105	Chiesi (312601)	Parma	Codeina e suoi sali	1926	31-12-1975
106	Oti (333601)	Parma	Codeina, etilmorfina e loro sali	1946	20- 7-1976
107	Guicu (324601)	Confienza (Pavia)	Ossicodone, morfina e loro sali	1820	31-12-1975
108	Sit (328201)	Mede Lomellina (Pavia)	Codeina e suoi sali	1944	12- 5-1976
109	Brilli Cattarini (313301) .	Pesaro	Oppio polvere F.U., codeina, etilmorfina e loro sali, laudano	1794	22- 2-1976
110	Fardeco (346901)	Piacenza	Codeina, etilmorfina e loro sali	1831	31-10-1975
111	Biagini (303101)	Pisa	Codeina e suoi sali	1638	23- 7-1974
112	Conti (179801)	Pisa	Codeina e suoi sali	1893	25- 2-1976
113	Gentili (300301)	Pisa	Codeina, etilmorfina e loro sali	1739	31-12-1975
114	Guidotti (329201)	Pisa	Codeina e suoi sali	1974	22-10-1976
115	Stip (326001)	Pisa	Codeina e suoi sali	1908	11- 5-1976
116	Fcr Farmacie (315101) . .	Reggio Emilia	Morfina, codeina, etilmorfina, cocaina e loro sali, oppio polvere F.U.	1942	20- 6-1976
117	Ebifarm (350001)	Roma	Codeina e suoi sali	1800	9-12-1975
118	Jamco (341101)	Roma	Etilmorfina e suoi sali	1748	26- 1-1975
119	Laboratori O.P.G. (332801)	Roma	Oppio polvere F.U., codeina e suoi sali . . .	1886	31-12-1975
120	Mendeleieff (342501) . . .	Roma	Petidina e suoi sali	1783	31-12-1975
121	Oft.-Tiberina (347001) . .	Roma	Codeina, etilmorfina e loro sali	1383	31-12-1975
122	Polifarma (334901)	Roma	Codeina e suoi sali	1806	31-12-1975
123	Rende Ici (350201)	Roma	Etilmorfina e suoi sali	1851	31-12-1975
124	Sir (322801)	Roma	Codeina, etilmorfina, metamfetamina e loro sali	1967	31-10-1976
125	Tubi Lux (329401)	Pomezia (Roma)	Etilmorfina e suoi sali	1727	15- 6-1975
126	Welcome (345101)	Pomezia (Roma)	Codeina e suoi sali	1728	25- 1-1975
127	Ripari Gero (321601) . . .	Siena	Codeina e suoi sali	1772	26-10-1975
128	Fontana (312201)	Terni	Codeina e suoi sali	1621	24- 6-1974
129	Afom (327801)	Torino	Codeina, etilmorfina, loro sali, oppio polvere F.U.	1933	1-10-1976
130	Alleanza Cooperativa Torinese (301801)	Torino	Codeina, etilmorfina, loro sali, oppio polvere F.U., laudano	1918	6- 2-1976
131	Baroni (325201)	Torino	Morfina, codeina e loro sali	1925	1-10-1976
132	Courtois (032101)	Torino	Codeina e suoi sali	1711	20- 2-1975
133	Geymonat (335201) . . .	Torre Pellice (Torino)	Morfina, codeina, etilmorfina, amfetamina e loro sali, oppio polvere F.U.	1768	8- 6-1975
134	Kelemata (087901)	Torino	Etilmorfina e suoi sali	1753	1- 9-1975
135	Ottolenghi (310401) . . .	Torino	Codeina, etilmorfina e loro sali	1580	31- 1-1974
136	Peyro (327101)	Torino	Codeina e suoi sali	1678	15- 5-1975
137	Perkins Chemical (333901)	Torino	Codeina, d-amfetamina e loro sali	1813	24- 6-1974
138	Procemsa (314701)	Torino	Oppio polvere F.U., codeina, etilmorfina, morfina e loro sali	1913	1- 8-1976
139	Saba (326201)	Torino	Codeina e suoi sali	1825	31-12-1975
140	Schiaparelli (338601) . . .	Torino	Oppio grezzo, alc. tot. oppio, codeina, etilmorfina, morfina, metamfetamina e loro sali	1896	20- 5-1976
141	U.C.B. Smit (167101) . . .	Torino	Metamfetamina per la preparazione del desossiefedrina ortosolfobenzoato	1814	31-12-1975
142	Vita Delagrange (345201) .	Torino	Codeina, etilmorfina e loro sali	1769	14- 7-1975
143	Adriafarm (301401) . . .	Trieste	Oppio polvere F.U., codeina e suoi sali . . .	1713	21- 6-1975
144	Difer (309201)	Trieste	Codeina, etilmorfina, morfina e loro sali, oppio grezzo e F.U.	1615	17- 5-1974
145	Importex (319301)	Trieste	Folcodina, codeina e loro sali	1593	22- 3-1974
146	Galenica Udinese (317701)	Udine	Codeina, etilmorfina e loro sali, oppio polvere F.U.	1660	5- 1-1975
147	Fitosintex (317101)	Varese	Codeina e suoi sali	1923	21- 7-1976

Numero d'ordine	Impresa e posizione	Sede dell'officina	Stupefacenti di cui è autorizzato l'impiego	Estremi dell'autorizzazione	
				Numero	Scadenza
148	Livsa Vaillant . .	Cislago (Varese)	Morfina, codeina, etilmorfina, loro sali, estratto totale di oppio	1929	1- 1-1976
149	Sempio (338801) .	Carnago (Varese)	Codeina e suoi sali	1596	4- 5-1974
150	Ulte Seafarmaco (027701)	Varese	Codeina e suoi sali	1650	30-10-1974
151	Monico (322901)	Venezia Mestre	Alcal. totali dell'oppio, codeina, etilmorfina, morfina e loro sali, oppio polvere F.U.	1828	31-12-1975
152	Sigurtà (340002)	Valeggio (Verona)	Codeina e suoi sali	1941	5- 8-1976
153	Distilleria Dall'Olio (309401)	Asiago (Vicenza)	Estratto fluido di coca	1885	31-12-1975
154	Zambon (345401)	Vicenza	Metadone, codeina, etilmorfina, morfina, loro sali, oppio polvere F.U.	1890	31-12-1975
155	Sella (347301)	Schio (Vicenza)	Codeina e suoi sali, oppio polvere F.U. . . .	1716	30- 1-1975
156	Zeta (332601) . .	Vicenza	Codeina e suoi sali	1620	16- 1-1974

(36)

REGIONE CAMPANIA

Proroga dell'efficacia del piano per l'edilizia economica e popolare del comune di Montecalvo Irpino

Con decreto del presidente della regione Campania n. 756 in data 19 luglio 1973, sulla base della deliberazione di giunta regionale n. 1308/172 del 23 marzo 1973, è stata concessa una proroga di efficacia di anni due e precisamente fino all'11 marzo 1975 al piano per l'edilizia economica e popolare del comune di Montecalvo Irpino, approvato con decreto del provveditore alle opere pubbliche della Campania n. 11588/1 dell'11 marzo 1963, giusta richiesta comunale del 30 dicembre 1972 assunta senza opposizioni in base alla deliberazione di G.M. n. 339 del 27 dicembre 1972, ai sensi e per gli effetti dell'art. 9 della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(13826)

REGIONE EMILIA-ROMAGNA

Variante al piano di zona del comune di Reggio Emilia

Con decreto del presidente della regione Emilia-Romagna n. 1829 del 17 dicembre 1973 è stata approvata la variante al piano di zona per l'edilizia economica e popolare per aggiornamento, adottata dal comune di Reggio Emilia con deliberazioni consiliari n. 16039/1037 in data 28 luglio 1972 e n. 16039/1214 in data 19 settembre 1972.

Copia di tale decreto e degli atti che ne formano parte integrante, muniti del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico a termini dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(6)

REGIONE LOMBARDIA

Approvazione del piano di zona del comune di Gardone Riviera

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 11 settembre 1973, n. 4916, resa esecutiva ai sensi di legge, è stato approvato il piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Gardone Riviera (Brescia).

Copia di tale deliberazione, con gli atti allegati, sarà depositata nella segreteria del predetto comune, a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati nella forma delle citazioni, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(13818)

REGIONE UMBRIA

Variante al piano regolatore generale del comune di Perugia

Con decreto del presidente della regione Umbria 19 dicembre 1973, n. 603, in conformità alla deliberazione del consiglio regionale 15 novembre 1973, n. 828, esecutiva ai sensi di legge, è approvata la variante al piano regolatore generale del comune di Perugia per l'ampliamento della facoltà di veterinaria e dell'istituto zooprofilattico in località S. Costanzo e per l'insediamento di pensionati in località Madonna Alta, adottata dal comune stesso con atto consiliare n. 363 del 2 aprile 1973, comprendente relazione e tavola A XII al rapporto 1/5000.

Copia di tale decreto e degli atti tecnici relativi, muniti del visto di conformità all'originale, saranno depositati a libera visione del pubblico ai sensi dell'art. 10, comma sesto, della legge 17 agosto 1942, n. 1150, e successive modificazioni ed integrazioni.

(68)

REGIONE VENETO

Approvazione del piano per l'edilizia economica e popolare del comune di Arzignano

La giunta regionale veneta, con deliberazione n. 1545 del 12 giugno 1973, ha approvato il piano per l'edilizia economica e popolare del comune di Arzignano (Vicenza) adottato dal consiglio comunale con deliberazione n. 49 del 22 ottobre 1972, esecutiva per decorrenza di termini.

Detto piano di zona, adottato ed approvato ai sensi e per gli effetti della legge 18 aprile 1962, n. 167 e successive modificazioni ed integrazione, è stato pubblicato nel « Bollettino Ufficiale » della regione Veneto n. 26 del 25 agosto 1973, pag. 590. E' stato pubblicato, inoltre, nel Foglio annunzi legali della prefettura di Vicenza n. 70 del 7 settembre 1973.

(69)

REGIONE PUGLIA

Variante al piano regolatore generale del comune di Fasano

Con decreto del presidente della giunta regionale n. 1978 in data 7 dicembre 1973, è stata approvata, ai sensi dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150, modificato ed integrato dalla legge 6 agosto 1967, n. 765, la variante al piano regolatore generale nella località turistica Selva di Fasano, per la realizzazione di un centro studi internazionale.

(14013)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso pubblico, per titoli ed esami, a tre posti di tecnico esecutivo in prova presso l'osservatorio astronomico di Bologna.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;
Vista la legge 3 novembre 1961, n. 1255;
Vista la legge 4 gennaio 1968, n. 15;
Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482;
Vista la legge 3 giugno 1970, n. 380;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 agosto 1970, n. 622, convertito in legge 19 ottobre 1970, n. 744;
Visto il decreto ministeriale 1° settembre 1970, registrato alla Corte dei conti il 6 novembre 1971, registro n. 70, foglio n. 3, con il quale è stato indetto un concorso riservato, per titoli ed esami, a tre posti di tecnico esecutivo in prova nel ruolo della carriera esecutiva del personale tecnico degli osservatori astronomici e vesuviano, posti da ricoprirsi presso l'osservatorio astronomico di Bologna;
Visto che il citato decreto ministeriale 1° settembre 1970 è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 308 del 6 dicembre 1971 e che il termine di presentazione delle domande è scaduto il 5 gennaio 1972;
Visto il decreto ministeriale 15 febbraio 1973 con cui il predetto concorso è stato dichiarato deserto;
Considerato, pertanto, che nell'organico del personale tecnico di carriera esecutiva dell'osservatorio astronomico di Bologna sono disponibili per concorso pubblico tre posti di tecnico esecutivo in prova (parametro 128);

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso pubblico, per titoli ed esami, a tre posti di tecnico esecutivo in prova (parametro 128) nel ruolo della carriera esecutiva del personale tecnico degli osservatori astronomici, posti da ricoprirsi presso l'osservatorio astronomico di Bologna.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

a) essere muniti di licenza di scuola media inferiore o di altra scuola post-elementare a corso triennale;

b) aver compiuto, alla data di scadenza del termine stabilito dal successivo art. 3 per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, il 18° anno di età e non oltrepassato il 40°, ferme restando le elevazioni consentite dalle norme vigenti.

La condizione del limite massimo di età non è richiesta per gli aspiranti che siano impiegati civili di ruolo dello Stato, nonchè per i sottufficiali del Ministero della difesa (Esercito, Marina e Aeronautica), cessati dal servizio ai sensi dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220; tale condizione non è richiesta, altresì, per gli ufficiali e sottufficiali in servizio permanente delle forze armate e dei Corpi di polizia, nonchè per i militari in servizio continuativo di detti Corpi;

c) essere cittadino italiano. Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

d) avere il godimento dei diritti politici;

e) avere sempre tenuto regolare condotta morale e civile;

f) avere l'idoneità fisica all'impiego;

g) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

Non possono partecipare al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati da precedente impiego presso una pubblica amministrazione o siano da esso decaduti per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto ministeriale motivato.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo, firmate dagli aspiranti di proprio pugno e corredate dei titoli che i medesimi ritengono utili ai fini del concorso stesso, debbono pervenire direttamente al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione IV, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana. Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Nelle domande, di cui si allega uno schema esemplificativo (allegato *A*) gli aspiranti debbono dichiarare:

a) il nome e il cognome;

b) la data e il luogo di nascita. Gli aspiranti che abbiano superato i 40 anni di età ed abbiano diritto all'elevazione di tale limite sono tenuti ad indicare il titolo in base al quale hanno diritto all'elevazione;

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) le eventuali condanne penali riportate e i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico;

f) il titolo di studio;

g) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

h) i servizi prestati come impiegati presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

i) di non essere stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione, e di non essere stati dichiarati decaduti da altro impiego statale per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

l) il proprio domicilio o recapito;

m) i titoli di merito prodotti.

La firma che gli aspiranti appongono in calce alla domanda predetta deve essere autenticata in uno dei modi previsti dall'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

Per i dipendenti statali è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Art. 4.

Non si terrà conto delle domande che perverranno alla predetta Direzione generale istruzione universitaria dopo il termine indicato nel precedente art. 3.

Non si terrà conto, parimenti, dei titoli di merito non documentati entro il suddetto termine.

Art. 5.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso ed i titoli di merito debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande; quelli, invece, che diano titolo a precedenza o preferenza nella nomina al posto, possono essere acquisiti anche dopo la scadenza di detto termine, purché siano documentati entro il termine stabilito dal successivo art. 8.

Art. 6.

Il concorso è per titoli ed esami. La commissione esaminatrice stabilirà preventivamente le categorie dei titoli da valutare e il punteggio relativo alla valutazione. Alla valutazione dei titoli non può essere attribuito un punteggio superiore al 25 per cento del totale dei punti.

Gli esami consistono in una prova pratica di officina e in una prova orale, intese ad accertare la preparazione del candidato sul programma di cui all'allegato *B*.

Il candidato deve ottenere la votazione di almeno 7 decimi per superare la prova pratica e la votazione di almeno 6 decimi per superare la prova orale.

Per lo svolgimento delle prove si osserveranno le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, al decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957,

n. 686 e al decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Per sostenere le prove suddette, i candidati dovranno essere muniti, con esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata su carta da bollo, e con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio;

b) libretto ferroviario personale, se il candidato è dipendente di ruolo o non di ruolo di un'amministrazione statale;

c) tessera postale;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto.

Art. 7.

La votazione complessiva sarà determinata sommando il voto conseguito nella valutazione dei titoli ed i voti riportati nelle singole prove di esame.

La graduatoria generale di merito sarà formata secondo l'ordine risultante da detta votazione complessiva e sarà approvata con decreto ministeriale.

Le graduatorie dei vincitori e degli idonei saranno formate con l'osservanza delle vigenti disposizioni che prevedono riserve di posti e saranno egualmente approvate con decreto ministeriale.

A parità di merito, saranno applicate le preferenze previste dall'art. 5, quarto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive modificazioni e integrazioni.

I suddetti decreti saranno pubblicati nel Bollettino Ufficiale - parte II, del Ministero della pubblica istruzione.

Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dal giorno successivo a quello della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine utile per le eventuali impugnative.

Art. 8.

I concorrenti che abbiano superato le prove di esame dovranno presentare o far pervenire al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione IV, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i documenti attestanti gli eventuali titoli che diano loro diritto, a norma delle disposizioni di cui al precedente art. 7, ad avere la precedenza o la preferenza nella nomina.

Art. 9.

I concorrenti dichiarati vincitori del concorso dovranno presentare o far pervenire al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione IV, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti di rito:

a) titolo di studio: diploma originale o copia autenticata in uno dei modi previsti dalla legge 4 gennaio 1968, n. 15, e successive integrazioni.

Qualora il diploma non sia stato ancora rilasciato, è consentito di presentare in sua vece il certificato provvisorio su carta legale contenente la dichiarazione di essere quello sostitutivo a tutti gli effetti del diploma sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato; oppure un certificato su carta legale contenente la dichiarazione che il diploma è in corso di compilazione;

b) estratto (non è ammesso il certificato) dell'atto di nascita, rilasciato su carta legale, da cui risulti che l'aspirante, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande stabilito dal precedente art. 3, abbia compiuto 18 anni e non oltrepassato il limite massimo di età stabilito dal precedente art. 2.

I concorrenti che abbiano superato i 40 anni ed abbiano diritto alla elevazione di tale limite secondo le norme vigenti, devono presentare il documento comprovante tale diritto;

c) certificato di cittadinanza italiana su carta legale rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza o dall'ufficiale dello stato civile del comune di origine;

d) certificato di godimento dei diritti politici su carta legale, rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza.

Per i minori di anni 21 il certificato, la cui esibizione in ogni caso è obbligatoria, deve contenere la dichiarazione che il candidato non è incorso in nessuna delle cause, che, a termine delle disposizioni vigenti, impediscono il possesso dei diritti politici stessi;

e) certificato generale del casellario giudiziale, su carta legale;

f) certificato, su carta legale, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario o medico condotto del comune, dal quale risulti che il candidato ha l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego di cui al presente concorso. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione, il certificato ne deve fare menzione e indicare se la imperfezione stessa menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.

Nel certificato stesso dovrà essere precisato che è stato eseguito l'accertamento sierologico del sangue previsto dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

I candidati invalidi di guerra ed assimilati dovranno produrre, ai sensi dell'art. 19, secondo comma, della legge 2 aprile 1968, n. 482, una dichiarazione legalizzata di un ufficiale sanitario, comprovante che l'invalido, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non può riuscire di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro od alla sicurezza degli impianti.

L'amministrazione può, in ogni caso, far sottoporre i candidati a visita medica da parte di un sanitario di sua fiducia;

g) copia dello stato di servizio militare, copia del foglio matricolare militare, in carta legale, ovvero certificato di esito di visita di leva in carta legale.

I documenti di cui alle lettere *c*), *d*), *e*) ed *f*) devono essere in data non anteriore a tre mesi da quella in cui i concorrenti riceveranno la relativa comunicazione.

I candidati impiegati statali di ruolo devono produrre i documenti di cui alle lettere *a*) ed *f*) del presente articolo (titolo di studio e certificato medico): devono altresì produrre copia dello stato di servizio con le indicazioni delle qualifiche riportare nell'ultimo quinquennio, su carta legale, rilasciato dal competente organo dell'amministrazione dalla quale dipendono in data non anteriore a tre mesi da quella in cui riceveranno la relativa comunicazione.

E' facoltà dei concorrenti che si trovano alle armi e di quelli in servizio di polizia quali appartenenti al Corpo delle guardie di pubblica sicurezza di presentare soltanto i seguenti documenti:

1) titolo di studio;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato generale del casellario giudiziale;

4) certificato medico rilasciato su carta legale da un medico militare, comprovante la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano. Nel certificato stesso dovrà essere precisato che è stato eseguito l'accertamento sierologico del sangue previsto dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della lettera *B* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, numero 492, purchè esibiscano un certificato di povertà, ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dall'autorità di pubblica sicurezza.

Art. 10.

Per quanto non previsto espressamente nel presente decreto si applicano le norme contenute nel decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e nel decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 febbraio 1973

p. *Il Ministro*: VALITUTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 novembre 1973
Registro n. 90 Pubblica istruzione, foglio n. 380

ALLEGATO A

Al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione IV - Viale Trastevere - 00100 ROMA

. sottoscritt . . (*a*) . . . . . ., nat . . a . . . . (provincia di . . . . .), il . . . . . , chiede di essere ammess . . a partecipare al concorso pubblico, per titoli ed esami, a tre posti di tecnico esecutivo in prova (parametro 128), carriera esecutiva, con assegnazione all'osservatorio astronomico di Bologna, concorso indetto con decreto ministeriale 16 febbraio 1973, registrato alla Corte dei conti il 30 novembre 1973, registro n. 90, foglio n. 380, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 10 dell'11 gennaio 1974.

A tal fine . . . sottoscritt . . dichiara:

1) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

2) di essere iscritt . . nelle liste elettorali del comune di (*b*) . . .;

3) di non aver riportato condanne penali (*c*);

4) di non aver procedimenti penali pendenti a suo carico (*d*);

5) di essere in possesso del seguente titolo di studio (*e*);

6) di non aver mai prestato servizio presso pubbliche amministrazioni (*f*);

7) di non essere stat . . destituit . . o dispensat . . dall'impiego presso una pubblica amministrazione, e di non essere stat . . dichiarat . . decadut . . da altro impiego statale per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

8) di essere, nei riguardi degli obblighi imposti dalle leggi sul reclutamento militare, nella seguente posizione (*g*): . . . .

. . sottoscritt . . dichiara, inoltre, di essere residente nel comune di . . . (provincia di . . . .), e chiede che ogni comunicazione relativa al presente concorso venga inviata al seguente indirizzo (*h*) . . . . . ., impegnandosi a comunicare le eventuali variazioni successive, e riconoscendo che l'amministrazione non assume alcuna responsabilità in caso di irreperibilità del destinatario.

. sottoscritt . allega, inoltre, i seguenti titoli di merito: . . .

Luogo e data .

Firma (*i*)

(*a*) Cognome e nome a carattere stampatello se la domanda non sia dattiloscritta. Le donne coniugate debbono indicare, nell'ordine, il cognome del marito, il nome e cognome propri.

(*b*) Coloro che non risultino iscritti nelle liste elettorali dovranno indicare i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste stesse.

(*c*) In caso contrario, indicare le eventuali condanne penali riportate e gli estremi delle sentenze di condanna (anche se sia stata concessa la non menzione nei certificati rilasciati dal casellario giudiziale a richiesta di privati ovvero siano intervenuti amnistia, indulto, grazia, perdono giudiziale e riabilitazione).

(*d*) In caso contrario, indicare gli estremi dei procedimenti pendenti.

(*e*) Il titolo di studio di istruzione secondaria di 1° grado o di altra scuola post-elementare a corso triennale deve essere dichiarato anche da chi sia fornito di titolo di studio superiore.

(*f*) In caso contrario, indicare la pubblica amministrazione, la qualifica, i periodi di servizio e le cause di eventuale risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

(*g*) Da compilarsi ad opera dei soli aspiranti di sesso maschile.

(*h*) L'indirizzo deve essere comprensivo del numero di codice di avviamento postale.

(*i*) La firma deve essere autenticata o vistata nei modi indicati dall'art. 3 del bando di concorso.

ALLEGATO B

PROGRAMMA DI ESAME

Le prove verteranno su uno dei seguenti argomenti, a scelta del candidato.

1. — *Meccanica di precisione.*

Conoscenza approfondita di tutti i principali strumenti d'officina (torni, fresatrici, rettificatrici ecc.) e del loro impiego. Lettura ed interpretazione di disegni quotati. Conoscenza delle principali parti meccaniche d'un telescopio. Meccanismi per il motonorario. Strumenti ausiliari (fotometri, spettrografi, strumenti di misura in laboratorio).

Costruzione su disegno quotato di un pezzo di precisione in officina.

2. — *Elettronica.*

Fotomoltiplicatori, intensificatori di immagini, tecniche televisive: conoscenza dei principi di funzionamento e dell'uso degli strumenti di controllo. Rettifica e messa a punto in laboratorio di un fotometro fotoelettrico o di un intensificatore a uno o più stadi e costruzione, su schema prefissato, di una semplice apparecchiatura elettronica.

3. — *Ottica e fotografia.*

Conoscenza delle tecniche fotografiche di sviluppo e stampa. Fotografia astronomica. Cognizioni di ottica. Rettifica di sistemi ottici su banco ottico. Conoscenza dei telescopi e loro accessori e pratica di fotografia al telescopio.

Fotografia al telescopio di un oggetto di date coordinate, direttamente o allo spettrografo, e trattamento fotografico del relativo materiale.

(13933)

MINISTERO DEL TESORO

Nomina di un membro aggiunto alla commissione esaminatrice del concorso, per esami, a trenta posti di coadiutore in prova e qualifiche equiparate nel ruolo della carriera esecutiva dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Visto il proprio decreto in data 28 dicembre 1971, registrato alla Corte dei conti il 12 agosto 1972, registro n. 31, foglio n. 149, con il quale venne bandito un concorso, per esami, a trenta posti di coadiutore in prova e qualifiche equiparate nel ruolo della carriera esecutiva dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato;

Visto il proprio decreto in data 23 maggio 1973, registrato alla Corte dei conti il 25 giugno stesso anno, registro n. 22, foglio n. 92, con il quale venne disposta la nomina della commissione esaminatrice del concorso suddetto;

Ravvisata la necessità di integrare la commissione predetta con un membro aggiunto per l'espletamento della prova di stenografia;

Decreta:

La prof.ssa Rampazzi-Terzoli Silvana, insegnante di stenografia presso l'istituto professionale di Stato per il commercio « Garrone » di Roma, è nominata membro aggiunto della commissione esaminatrice del concorso citato nelle premesse per l'espletamento della prova di stenografia.

Alla sopraindicata professoressa, membro aggiunto della commissione, compete il compenso previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

La relativa spesa graverà sul capitolo 2341 dello stato di previsione di questo Ministero per l'esercizio finanziario 1973.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 ottobre 1973

Il Ministro: LA MALFA

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *dicembre* 1973
Registro n. 40, *foglio n.* 53

(77)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANZARO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Catanzaro

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 00224 del 18 gennaio 1971 con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia al 30 novembre 1969;

Visto il decreto n. 00944 del 25 gennaio 1972 e successive modifiche, riguardante la costituzione della commissione giudicatrice;

Visti i verbali della commissione ed accertatane la regolarità;

Visto l'art. 65 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonché gli articoli 23 e 25 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati dichiarati idonei nel concorso di cui in premessa:

1. Talarico Michele	punti	64,423
2. Avventura Angelo	»	63,151
3. Catizzone Antonio	»	61,658
4. D'Aloe Raffaele	»	61,649
5. Moncada Isabella	»	57,585
6. Scarpino Bruno	»	53,483
7. De Bella Vincenzo	»	52,940
8. Caiazza Francesco	»	51,875
9. Pinto Domenico	»	49,764
10. Baldo Michele	»	49,500
11 Brosio Pasquale	»	48,685
12. Vallone Pasquale	»	43,500

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo ufficio, della prefettura di Catanzaro e dei comuni interessati.

Catanzaro, addì 15 dicembre 1973

Il medico provinciale: GIUTTARI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 10632 del 15 dicembre 1973 con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati dichiarati idonei al pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti nella provincia al 30 novembre 1969;

Esaminate le domande dei concorrenti idonei e tenuta presente l'indicazione delle sedi per le quali, secondo l'ordine di preferenza, ciascuno di essi ha dichiarato di voler concorrere;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonché l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n 296;

Decreta:

I sottoelencati candidati, compresi nella graduatoria del concorso di cui in premessa, sono dichiarati vincitori della condotta medica a fianco di ciascuno indicata:

1) Talarico Michele: Catanzaro (Pontegrande);
2) Avventura Angelo: Filandari;
3) Catizzone Antonio: Zagarise;
4) Moncada Isabella: Filadelfia (2ª);
5) Scarpino Bruno: Montauro;
6) De Bella Vincenzo: Nicotera (frazione Marina);
7) Caiazza Francesco: Casabona (2ª);
8) Pinto Domenico: Zungri;
9) Baldo Michele: Drapia (2ª);
10) Brosio Pasquale: Zaccanopoli.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo ufficio, della prefettura di Catanzaro e dei comuni interessati.

Catanzaro, addì 15 dicembre 1973

Il medico provinciale: GIUTTARI

(93)

REGIONI

REGIONE TRENTINO-ALTO ADIGE

PROVINCIA DI TRENTO

LEGGE PROVINCIALE 29 novembre 1973, n. **58**.

Risoluzione delle controversie in materia di spedalità.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 53 *dell'*11 *dicembre* 1973)

IL CONSIGLIO PROVINCIALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA PROVINCIALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il presidente della giunta provinciale esercita le attribuzioni conferite ai prefetti dall'art. 36 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2841, modificato dall'art. 3 della legge 26 aprile 1954, n. 251, concernente la risoluzione delle controversie sorte tra comuni, enti ospedalieri, istituti mutualistici ed assicurativi, consorzi provinciali antitubercolari e istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza per il rimborso di spese di spedalità, di soccorso o di assistenza, rese obbligatorie da disposizioni di legge o di statuto (comprese quelle relative al mantenimento degli inabili al lavoro, a norma del regio decreto-legge 10 novembre 1889, n. 6535, e successive modifiche).

Art. 2.

Il presidente della giunta provinciale provvede con decisione definitiva, su proposta dell'assessore competente per l'assistenza e beneficenza pubblica, sentito il parere di una commissione composta:

a) dal medico provinciale o da altro medico scelto fra gli appartenenti ai ruoli provinciali o i membri del comitato provinciale di sanità;

b) da un funzionario della carriera direttiva, addetto ai servizi delle attività sociali;

c) da un funzionario della carriera direttiva, addetto ai servizi di vigilanza e tutela sugli enti locali.

Le funzioni di segretario sono svolte da un funzionario provinciale della carriera direttiva, designato dalla giunta provinciale.

Art. 3.

La commissione di cui al precedente articolo è nominata con decreto del presidente della giunta provinciale, previa deliberazione della giunta stessa.

Ai componenti la commissione ed al segretario spettano i compensi previsti dalla legge provinciale 20 gennaio 1958, n. 4, e successive modificazioni.

Art. 4.

Al maggior onere annuo di L. 200.000 derivante dall'applicazione della presente legge, si farà fronte mediante riduzione, di pari importo del fondo iscritto al capitolo 2950 dello stato di previsione della spesa - tabella *B* - per l'esercizio finanziario 1973.

Per gli esercizi successivi si provvederà con lo stanziamento delle somme occorrenti negli appositi capitoli di bilancio.

Art. 5.

Nello stato di previsione della spesa - tabella *B* - per l'esercizio finanziario 1973, sono introdotte le seguenti variazioni:

In diminuzione:

Cap. 2950 - Categ. VII - Fondo di riserva per sopperire a deficienti impostazioni di bilancio . . . . . L. 200.000

In aumento:

Cap. 50 - Categ. VII - Competenze a membri di consigli, comitati, commissioni, indennità, compensi e rimborso spese anche al personale di altre amministrazioni e ad estranei per studi, servizi e prestazioni resi nell'interesse della provincia L. 200.000

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino Ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della provincia.

Il presidente della giunta provinciale
KESSLER

Visto, *il commissario del Governo per la provincia:* BIANCO

(26)

LEGGE PROVINCIALE 29 novembre 1973, n. **59.**

Costituzione del dipartimento ecologico provinciale e provvedimenti urgenti per la tutela dell'ambiente.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 53 *dell'*11 *dicembre* 1973)

IL CONSIGLIO PROVINCIALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA PROVINCIALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' costituito presso la giunta provinciale il dipartimento ecologico provinciale.

Il dipartimento ha il compito di favorire, mediante la sistematica trattazione in forma collegiale dei problemi ecologici, l'organicità e la coerenza dell'attività della provincia autonoma di Trento a tutela dell'ambiente, anche con riguardo agli orientamenti ed alle iniziative assunte in materia ecologica a livello nazionale ed internazionale.

Spetta in particolare al dipartimento:

a) predisporre programmi ed individuare metodi di studio per un'adeguata conoscenza della situazione ambientale;

b) formulare progetti di intervento a tutela dell'ambiente;

c) svolgere in generale attività consultiva per quanto attiene ai problemi ecologici;

d) proporre l'adozione di specifici provvedimenti e misure riguardanti determinate situazioni o attività che interessino l'equilibrio ambientale o possano comunque con esso interferire;

e) esprimere pareri su singoli problemi inerenti alla tutela dell'ambiente.

Art. 2.

Il dipartimento ecologico provinciale è nominato dalla giunta provinciale ed è composto:

1) da un funzionario per ciascuno dei seguenti uffici e servizi, scelto dalla giunta stessa su proposta dell'assessore competente:

a) laboratorio provinciale di igiene e profilassi;
b) urbanistica;
c) studi, statistica e programmazione;
d) ufficio tecnico provinciale;
e) ufficio legislativo e legale;
f) uffici forestali;
g) uffici agrari;

2) dal medico provinciale;

3) dal direttore del museo tridentino di scienze naturali;

4) da un rappresentante della stazione sperimentale agraria forestale di San Michele all'Adige, designato dal consiglio di amministrazione;

5-6) da due esperti in materia ecologica, scelti dalla giunta provinciale.

Con la deliberazione di nomina del dipartimento la giunta provinciale, su proposta del presidente, provvede alla designazione del coordinatore in seno al dipartimento stesso.

I membri del dipartimento durano in carica tre anni e possono essere confermati.

Le adunanze del dipartimento sono valide con la presenza della maggioranza assoluta dei membri e le deliberazioni sono valide quando siano adottate con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti all'adunanza.

Il dipartimento, ove lo ritenga opportuno, potrà di volta in volta invitare a partecipare alle proprie riunioni, senza diritto di voto, funzionari addetti ad uffici o servizi della provincia diversi da quelli rappresentati nel dipartimento stesso, nonchè tecnici ed esperti in materia ecologica.

Le funzioni di segretario sono esercitate da un funzionario della provincia.

Ai componenti ed al segretario del dipartimento saranno corrisposti i compensi stabiliti dalla legge provinciale 20 gennaio 1958, n. 4, e successive modificazioni.

Art. 3.

Entro un anno dall'entrata in vigore della presente legge, il dipartimento ecologico provinciale propone alla giunta provinciale linee organiche di intervento per la tutela dell'ambiente con particolare riguardo:

1) allo smaltimento degli effluenti liquidi degli insediamenti urbani ed industriali;

2) all'eliminazione delle possibilità di inquinamento di falde o sorgenti utilizzate o utilizzabili per il rifornimento idrico ad uso potabile nonchè delle acque superficiali;

3) al contenimento della contaminazione del suolo derivante dall'impiego di prodotti chimici;

4) all'eliminazione dell'inquinamento da rifiuti solidi urbani ed industriali;

5) alla riduzione dello stato di inquinamento dell'atmosfera dovuto agli insediamenti urbani ed industriali ed allo spargimento di sostanze chimiche;

6) al miglioramento della situazione dell'atmosfera all'interno degli edifici e locali ove si svolgono attività lavorative e delle condizioni ambientali di lavoro in generale;

7) al controllo dell'inquinamento da rumore.

Nella formulazione delle linee di intervento di cui al comma precedente, il dipartimento ecologico provinciale terrà conto delle naturali interrelazioni con le diverse componenti che concorrono all'equilibrio dell'ecosistema.

Art. 4.

Al fine di rispondere alle più urgenti necessità di difesa dell'ambiente da inquinamenti, in attesa degli interventi che saranno predisposti ai sensi del precedente art. 3, la giunta provinciale è autorizzata a programmare ed effettuare:

a) interventi primi per una razionale rimozione dei rifiuti solidi sparsi sulle rive e sugli alvei dei fiumi e dei torrenti, nonchè sul territorio in genere con priorità per i boschi;

b) interventi primi intesi a contenere l'inquinamento da rifiuti solidi sparsi mediante la realizzazione di sistemi per il controllo della circolazione sulle strade forestali e la predisposizione di attrezzature destinate alla raccolta dei rifiuti;

c) interventi primi per la eliminazione, anche provvisoria, di discariche di rifiuti solidi particolarmente inquinanti;

d) interventi primi per i più urgenti casi di inquinamento delle acque ad opera di effluenti sia civili che industriali;

e) appropriate forme di propaganda contro l'inquinamento in generale.

La giunta provinciale, sempre per le finalità di cui al primo comma, è autorizzata ad acquistare mezzi e dotazioni tecniche per il controllo e la manutenzione di impianti di depurazione di fognature, nonchè natanti per la pulizia dei laghi.

Art. 5

Le opere di cui al precedente art. 4 possono essere realizzate, oltrechè dalla provincia, da comuni, da consorzi di comuni o da altri enti pubblici, previa convenzione tecnico-finanziaria con la provincia.

Qualora le opere non siano realizzate dalla provincia, la somma corrispondente alla spesa preventivata può essere messa anticipatamente a disposizione degli enti interessati; in tal caso l'impiego della somma ed il relativo rendiconto sono disciplinati nella convenzione prevista al comma precedente.

La giunta provinciale è autorizzata a cedere in uso agli enti di cui al primo comma ed altresì a privati singoli o riuniti in società o associazioni comunque costituite, previa apposita convenzione tecnico-finanziaria, i mezzi e le dotazioni tecniche di cui al secondo comma dell'art. 4.

La giunta provinciale è altresì autorizzata a fornire ai soggetti di cui al comma precedente, a titolo gratuito e previa convenzione, gli strumenti e le attrezzature previste per gli interventi indicati alla lettera *b*) dell'art. 4.

Art. 6.

Entro 30 giorni dall'entrata in vigore della presente legge, i comuni inseriti nella zona *B* di cui all'art. 2 della legge 13 luglio 1966, n. 615, sottoporranno alla giunta provinciale un programma di interventi primi per incentivare la più rapida trasformazione degli impianti di riscaldamento degli edifici destinati all'esercizio di servizi di interesse generale.

Nel programma di cui al comma precedente, oltre all'indicazione delle opere e della relativa spesa prevista, dovrà essere indicata la misura del contributo richiesto per ogni spesa. Tale misura, entro un limite di spesa complessivo di 100 milioni, non potrà essere superiore al 70 % della spesa prevista.

La giunta provinciale approva il programma e assegna i fondi al comune interessato.

Art. 7.

Sui laghi appartenenti al demanio della provincia di Trento ai sensi dell'art 8 lettera *e*), del decreto del Presidente della Repubblica 20 gennaio 1973, n. 115, è vietato, a decorrere dalla data della consegna alla provincia a norma del medesimo articolo, l'uso di natanti con motore a combustione interna, fatta eccezione per i laghi con superficie superiore a 1 kmq sui quali è consentito l'uso di natanti provvisti di motore di potenza non superiore a 4 Hp.

Il presidente della giunta provinciale potrà tuttavia autorizzare l'uso di natanti dotati di motori di potenza superiore per fini di soccorso o per operazioni relative alla cura dei laghi nonchè per scuole di sci nautico.

Le concessioni in atto che prevedano, anche implicitamente l'utilizzo delle rive dei laghi di cui al primo comma per l'attracco dei natanti, sono revocate per quanto concerne i natanti indicati allo stesso comma.

Art. 8.

Il dipartimento ecologico provinciale esprime il proprio parere sui programmi e sulle iniziative di cui ai precedenti articoli 4 e 6, sugli affidamenti previsti all'art. 5, nonchè sulle convenzioni tecnico-finanziarie relative agli interventi di cui alla presente legge.

Art. 9.

Per gli interventi previsti dagli articoli 4 e 6 della presente legge, è autorizzato lo stanziamento di L. 500.000.000 a carico dell'esercizio finanziario 1973.

I fondi di cui al precedente comma, se eventualmente non impegnati nel corso del presente esercizio, potranno essere utilizzati negli esercizi successivi.

Art. 10.

Alla copertura dell'onere di L. 500.000.000 derivante dalla applicazione dell'art. 9 della presente legge, a carico dell'esercizio finanziario 1973, si provvede mediante riduzione, di pari importo, del fondo iscritto al capitolo 5900 dello stato di previsione della spesa - tabella *B* - per il medesimo esercizio finanziario.

Al maggior onere annuo valutato in L. 1.000.000 derivante dall'applicazione dell'art. 2 della presente legge, si farà fronte mediante riduzione, di pari importo, del fondo iscritto al capitolo 2950 dello stato di previsione della spesa - tabella *B* - per l'esercizio finanziario 1973.

Per gli esercizi successivi, si provvederà con lo stanziamento delle somme occorrenti negli appositi capitoli di bilancio.

Art. 11.

Nello stato di previsione della spesa - tabella *B* - per l'esercizio finanziario 1973, sono introdotte le seguenti variazioni:

In diminuzione:		
Cap. 2950 - categ. VII. — Fondo di riserva per sopperire a deficienti impostazioni di bilancio	L.	1.000.000
Cap. 5900 - categ. XIV. — Fondo stanziato per far fronte ad oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso	»	500.000.000
Totale variazioni in diminuzione .	L.	501.000.000
In aumento:		
Cap. 50 - categ. III. — Competenze a membri di consigli, comitati, commissioni, indennità, compensi e rimborso spese anche al personale di altre amministrazioni e ad estranei per studi, servizi e prestazioni resi nell'interesse della provincia	L.	1.000.000
Di nuova istituzione:		
Cap. 5710 - categ. VIII. — Interventi per favorire la difesa e la conservazione dell'ambiente	L.	500.000.000
Totale variazioni in aumento e di nuova istituzione . . .	**L.**	**501.000.000**

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della provincia.

Trento, addì 29 novembre 1973

Il presidente della giunta provinciale
KESSLER

Visto, *il commissario del Governo per la provincia*: BIANCO

(27)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.